



JOUR J

La guerre en noir et blanc

Page B 6

C A H I E R  
B

## PERSPECTIVES

Premier ministre irakien

Allaoui  
cherche  
à s'imposer

RÉMY OURDAN

Bagdad — Une main de fer dans un gant de velours. C'est l'image qu'Iyad Allaoui tente de donner de lui-même depuis son retour en Irak, et c'est un profil qui pourrait convenir aux Irakiens. Ce chiite laïque de 58 ans a deux credo: le «nouvel Irak» doit rassembler tous les Irakiens réconciliés, faute de quoi il y aura une guerre civile; et le «nouvel Irak» a besoin d'un appareil sécuritaire fort, faute de quoi il y aura une guerre civile.

Pour s'imposer, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, en tant que premier ministre, poste clé de la période qui doit mener le pays aux élections de janvier 2005, Iyad Allaoui ne manque pas d'atouts. En un an, depuis la chute de Saddam Hussein, son retour de Londres et sa nomination au Conseil intérimaire de gouvernement (CIG), il est tout d'abord parvenu à prendre le contrôle, avec l'appui de l'Agence centrale de renseignement (CIA) américaine et du MI6 (services secrets) britannique, d'une importante partie de l'appareil sécuritaire. Il a désormais des alliés et des subordonnés dans l'armée, la police et les services de renseignement.

Il a par ailleurs, suivant sa logique de réconciliation, établi des relations cordiales tant avec les religieux chiites qu'avec les responsables politiques kurdes et a repris contact avec des cadres sunnites baasistes, y compris dans les rangs des militaires. Là où un autre exilé de longue date, lui aussi ami de Washington, son lointain cousin par alliance Ahmed Chalabi, s'est fait unanimement détester, Iyad Allaoui s'est fait patiemment respecter... et parfois craindre.

Iyad Allaoui a aussi des handicaps. Les principaux sont un très long exil de 32 ans, qui fait penser aux Irakiens que l'homme est peut-être coupé des réalités du pays, et le soutien dont il bénéficie à Washington et à Londres, soutien plus encombrant que bénéfique dans l'Irak d'aujourd'hui.

L'accession d'Iyad Allaoui au pouvoir en Irak est l'aboutissement de trois décennies de combat. Etudiant en médecine à la fin des années 60, il entre dans la vie politique en rejoignant le parti Baas, qui vient de prendre le pouvoir. En 1971, il part poursuivre ses études à Londres et, devenu neurologue, décide de rester à l'étranger puis, en 1975, de quitter le Baas. Il reste cependant en contact avec des officiers supérieurs de l'armée qui estiment eux aussi que le clan tikriti (de Tikrit, fief de Saddam Hussein) au pouvoir est en train de «voler la révolution».

## Combat à mort

Cette influence naissante et le danger représenté par ces baasistes rebelles lui vaut, le 4 février 1978, dans sa maison londonienne, une visite des hommes de main de Saddam Hussein. À 3h cette nuit-là, Iyad Allaoui, qui dort aux côtés de sa femme, se réveille en sursaut. Il a entendu un bruit. Il a juste le temps d'apercevoir un visage et le reflet d'un objet métallique. Le tueur abat une hache. Il frappe trois fois: sur la tête, sur la jambe droite, la sectionnant presque au niveau du genou, et enfin à la poitrine.

VOIR PAGE B 2: ALLAOUI



Iyad Allaoui s'adressant aux Irakiens, hier.



Journée décontractée pour Paul Martin hier, dans une garderie de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse.

PAUL DARROW REUTERS

Un gouvernement minoritaire?

## Le jeu est totalement ouvert

«Tout est possible. C'est particulièrement intéressant de faire de la politique-fiction ces temps-ci.»

CLAIRANDRÉE CAUCHY

**M**inoritaire. Le mot est sur toutes les lèvres avec la dégringolade des libéraux dans les sondages. Si au début de la campagne on supputait sur la possibilité d'un gouvernement minoritaire libéral, le jeu politique est maintenant complètement ouvert.

«Tout est possible. C'est particulièrement intéressant de faire de la politique-fiction ces temps-ci», observe l'ancien conseiller politique de Jacques Parizeau et Lucien Bouchard, Jean-François Lisée.

Ainsi, même si libéraux obtenaient moins de sièges que les conservateurs, la tradition du droit constitutionnel prévoit que la gouverneure générale demandera d'abord au premier ministre sortant Paul Martin s'il pense être en mesure de former un gouvernement qui recueillerait une majorité d'appuis à la Chambre. «C'est dans la partie informelle de la Constitution, mais la règle de droit est claire», précise Peter Russell, professeur émérite de sciences politiques à l'université de Toronto.

«Si M. Martin pense qu'il peut présenter un discours du Trône auquel son gouvernement survivrait en Chambre, Mme Clarkson lui donnera la possibilité de former le gouvernement», poursuit-il.

Cela s'est déjà vu en 1925, lorsque le libéral Mackenzie King a recueilli 16 sièges de moins que les conservateurs de Meighen. Qu'à cela ne tienne, il avait décidé de tenter sa chance en comptant sur l'appui du Parti progressiste. L'aventure a duré huit mois, avant qu'un scandale ne fasse tomber le gouvernement. King avait alors demandé au gouverneur général, Lord Bynns, de déclencher des élections générales. Usant d'une des seules prérogatives que lui conférait sa fonction, Lord Bynns a plutôt

demandé au chef de l'opposition de former un gouvernement.

Le professeur Russell pense que le résultat pourrait être suffisamment serré pour que Martin tente sa chance s'il n'avait que quelques sièges de moins que Harper.

## Libéral minoritaire

Le scénario le plus probable, selon les experts, serait de voir les libéraux maintenus au pouvoir grâce à l'appui des néo-démocrates, une alliance déjà éprouvée par Trudeau dans les années 1970.

Si le tandem libéral-NPD ne détient pas une majorité de sièges, Martin pourrait même essayer d'obtenir l'appui du Bloc pour les votes cruciaux. «Le Bloc, le NPD et les libéraux ont davantage en commun sur les politiques sociales et la fiscalité que le trio NPD, Bloc et conservateurs. Les chances que Martin ait l'appui du NPD ou du Bloc sont meilleures que celles de Harper», croit M. Russell.

Frères ennemis, le Bloc et les libéraux ont pourtant souvent vibré au même diapason en Chambre: il suffit de penser à la guerre en Irak, au protocole de Kyoto, à la loi sur le financement des partis politiques ou au renvoi à la Cour suprême sur les mariages gays.

## Conservateur-Bloc: moins probable

Si Paul Martin passe son tour ou échoue au test du discours du Trône, la balle serait alors dans le camp du chef conservateur.

«Ce serait plus difficile pour Harper. Il devrait abandonner ses projets de baisser les taxes et d'augmenter les dépenses militaires. Ni le NPD ni les bloquistes ne l'appuieraient», estime Peter Russell.

Néanmoins, pour garder le pouvoir, il se tournerait vraisemblablement du côté du Bloc québécois pour obtenir une majorité parlementaire, agitant le drapeau de la décentralisation pour agücher les souverainistes.

Si elle peut alimenter la possibilité de régler l'épineux dossier du déséquilibre fiscal et celui de l'empatement sur les champs de compétence provinciaux, cette alliance entre la droite morale et fiscale et les souverainistes progressistes est toutefois «très dangereuse pour les deux partis», souligne le politologue Jean-Herman Guay, de l'Université de Sherbrooke.

«Pour la couche militante souverainiste, faire alliance avec les conservateurs peut apparaître comme une répudiation de la souveraineté. Du côté conservateur, il faut se rappeler que le Reform Party est né de la lutte contre Meech. Toute forme d'asymétrie peut provoquer la stupeur des anciens réformistes», observe le professeur Guay.

Son collègue de l'Université de Québec à Montréal, Alain C. Gagnon, est moins catégorique.

«On a retrouvé au sein même du Parti conservateur de Mulroney cette même cohabitation entre la famille francophone et des francophobes. Cela s'est déjà vu», fait valoir M. Gagnon, qui est directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'UQAM.

Mais, selon Jean-François Lisée, le sentier pourrait être plus praticable qu'il n'y paraît. «Sur toutes les questions de conservatisme social, il y a de plus en plus de votes libres, qui n'engagent pas le gouvernement et ne peuvent pas le faire tomber. Il est faux de dire que le Bloc devra se dédire. Il pourra voter selon sa conscience de centre gauche, sans faire tomber le gouvernement.»

Sur les questions budgétaires, la dynamique serait tout autre. «Sur un budget, on peut faire tomber un gouvernement. En ce sens, le Bloc va avoir un pouvoir considérable pour que les conservateurs livrent la marchandise sur le déséquilibre fiscal. Cela va être un

moment de pouvoir maximal pour le Bloc», analyse, pour sa part, Alain C. Gagnon.

Il reste que Harper serait aux prises avec un problème de crédibilité important. S'il ne fait élire personne au Québec — ce qui semble presque assuré — il devra faire des pirouettes pour garnir son cabinet de ministres québécois. Il pourrait alors offrir une limousine ministérielle à un des quatre sénateurs conservateurs issus du Québec: Jean-Claude Rivest, Pierre-Claude Nolin, David Angus et John Lynch-Staunton. Une personne extérieure à la législature pourrait aussi être nommée ministre, à condition qu'elle se fasse élire rapidement dans une partielle.

Devant cette alliance un peu contre nature, la pression serait forte au Canada anglais pour retourner en élections et donner une majorité claire à un des deux

grands partis. «Que ce soit avec les conservateurs ou avec les libéraux, si le Bloc détient la balance du pouvoir, les Canadiens ne voudront pas continuer avec un gouvernement maintenu au pouvoir grâce à un parti qui veut briser la fédération. Nous devrions alors déclencher de nouvelles élections et choisir la droite ou la gauche», croit Peter Russell.

## Et la souveraineté?

Mais, si le Bloc réussit à négocier une importante décentralisation des pouvoirs ou à régler le déséquilibre fiscal, les Québécois se détourneront-ils de la souveraineté? Pas selon Gilles Duceppe, qui arguait cette semaine que de tels gains renforceraient la confiance des Québécois et les rendraient plus susceptibles de s'émanciper de la fédération.

VOIR PAGE B 2: JEU

• PERSPECTIVES •

# Cégeps à l'étude



Jean Dion

## Le Petit Lafrousse

La politique est ainsi faite, toute en jolies et complexes nuances, qu'un décodeur est requis pour comprendre une campagne électorale. Vous craignez de ne point saisir tous les enjeux et toutes les subtilités de l'actuelle course vers le pouvoir du meilleur pays du monde pour y baragouiner dans les deux langues officielles? N'ayez plus peur, rassérez-vous, car il y a enfin *Le Petit Lafrousse*, le (dys)lexique qui explique tout par le menu. Ainsi, quand on vous racontera des menteries ou qu'on vous prendra pour un ensemble de valises en cuirette, vous pourrez vous rebiffer preuves à l'appui. Oui, vous vengerez. *Le Petit Lafrousse* est un vindictionnaire. En quelque sorte.

**ASSEOIR** (s) v. pron. — Avoir une discussion dont la seule certitude est qu'elle ne mènera à strictement rien. «Comme gouvernement fédéral, nous voulons nous asseoir avec les provinces.»

**CHAMP** n.m. — Lieu indéfini où l'on n'est pas constitutionnellement censé être. «Ottawa est totalement dans le champ. Dans le champ de compétences du Québec.»

**CLAIR**, E adj. — Qualifie une confusion savamment entretenue. «Nous sommes pour des choses et contre d'autres, c'est très clair.»

**COURAGE** n.m. — Attribut de celui qui profère des énormités et est trop sot pour s'en rendre compte. «À tout le moins, le candidat du Parti pour veiller tard à le courage de ses convictions.»

**DÉSÉQUILIBRE** n.m. — Tare congénitale qui provoque une chute dans les intentions de vote. «Le programme du Parti sans laisser d'adresse ne tient pas debout parce qu'il souffre de déséquilibre fiscal.»

**ÉCOUTE** n.f. — Moment conçu pour penser à autre chose en attendant qu'un fatigant ait fini de radoter et que l'on puisse reprendre le crachoir. «Le Parti en vacances à Old Orchard est à l'écoute des citoyens.»

**ENGAGEMENT** n.m. — Stade suprême de la promesse. «Tenir parole, pour nous, c'est plus qu'une promesse, c'est un engagement.»

**ET** conj. — Particule de liaison rendue obligatoire par la rectitude politique mais dont on fait l'émission systématique parce que le résultat fait vraiment trop long. «Les Canadiens Canadiennes méritent mieux que ça.»

**EXAMINER** v. tr. — Remettre aux calendes grecques. «C'est un problème que nous allons devoir examiner.»

**IDÉES** n.f. pl. — Recours pratique lorsqu'on ne trouve pas de critiques juteuses ou d'insultes à adresser aux autres partis. «Les attaques personnelles n'ont pas leur place en politique. Nous, nous faisons une campagne d'idées.»

**INCOMPÉTENCE** n.f. — Autorisation à nous mêler de ce qui ne nous regarde pas en y pelletant du fric. «Oui, messieurs dames, nous investirons dans ce secteur car il est d'incompétence provinciale.»

**MESSAGE** n.m. — Portion indéterminée d'un programme flou auquel le récepteur ne pige goutte mais dit à l'émetteur qu'il va voter pour lui pour se débarrasser. «Quand on s'adresse directement aux gens, le message passe.»

**MILLIARD** n.m. — Unité astronomique qui permet de dire n'importe quoi tout en ayant l'air rigoureux. «Oui, mes bien chers amis, nous avons investi 32 milliards là-dedans. Oui, 32 MILLIARDS. Pas 31, 32. C'est cinq de plus que 27.»

**NEUF**, VE adj. — Se dit d'une somme qui provient de la même maudite poche, nommément la vôtre, que toutes les autres sommes avant. «Ces 153 millions que nous injectons dans l'aide au soutien, c'est de l'argent neuf.»

**PERSUADÉ**, E adj. — État d'une personne angoissée qui dit exactement le contraire de ce qu'elle sait. «Je suis persuadé que nous allons former un gouvernement majoritaire.»

**PRIORITÉ** n.f. — Partie d'un ensemble de 12 notions vagues qui permettent de faire semblant qu'on a quelque chose à dire. «La prospérité, la démocratie, la sécurité, le progrès, la solidarité, l'avenir, le développement, les valeurs canadiennes, l'innovation, le respect, le dynamisme, le changement, ce sont nos priorités.»

**PROMESSE** n.f. — Propos creux auquel personne ne croit mais qu'on émet pareil pour le fun. «Nous nous engageons à tenir nos promesses.»

**PRUDENCE** n.f. — Action de ne rien faire en espérant que le temps arrangera les choses et que tout le monde oubliera. «Dans le secteur de la remise à plus tard des délais de procrastination, nous devons agir avec la plus grande prudence.»

**RAPPORT** n.m. — Document d'au moins un millier de pages que personne n'a lu et dont il est donc impossible de contredire l'allusion qu'on y fait. «C'était écrit en toutes lettres dans le rapport sur la gradation des étapes qu'il faudra procéder par petits pas.»

**SANTÉ** n.f. — Concept d'autant plus commode que personne n'est contre la vertu, utilisé de façon pathologique. «C'est bien beau, tout ça, mais la population veut entendre parler de santé. La santé, c'est ce qu'il y a de plus important pour nous. Il faut que l'accent soit mis sur la santé. Connaissez-vous la santé? C'est formidable, la santé. Vive la santé!»

**SOLIDAIRE** adj. — État du candidat à qui le chef du parti en beau ta a téléphoné pour lui dire de fermer sa grande trappe. «Nous en avons discuté, et tous les membres du Parti pour la gloire sont solidaires dans le dossier des modifications à apporter à la réforme de la transformation du nouveau refondu.»

**SPÉCULATIONS** n.f. pl. — Refus de commenter une évidence sans toutefois la démentir formellement. «Les allégations voulant que je sois un opportuniste de la pire espèce ne sont que pures spéculations.» (Note: *Le Petit Lafrousse* recommande plutôt l'utilisation du mot «conjectures», mais tout le monde s'en fout.)

**TERRAIN** n.m. — 1. Motif vaseux invoqué pour récuser les résultats d'un sondage pourtant tout ce qu'il y a de scientifique. «Cette baisse marquée de popularité, je ne la constate pas sur le terrain.» — 2. Prétexte utilisé pour ne pas répondre aux questions épineuses de journalistes. «Nous ne faisons pas de politique à travers les médias. Nous nous concentrons à travailler sur le terrain.»

**VRAI**, E adj. — Se dit des choses qui échappent totalement à l'adversaire et dont on a soi-même le monopole. «Nous posons les vraies questions, mais le Parti sur la brosse refuse d'aborder les vrais problèmes.»

Et ce n'est là, chers (é)lecteurs, qu'un aperçu. Vous disposez d'encore trois semaines pour élaborer votre propre glossaire. Gros divertissement en perspective.

jdion@ledevoir.com

Le ministère de l'Éducation (MEQ) entreprend cette semaine un autre remue-ménages voué à repenser un réseau scolaire entier. Alors qu'on nage encore en pleine réforme du primaire et du secondaire, que les universités ont eu droit récemment elles aussi à leurs «parlementeries», c'est au tour des cégeps de passer à la moulinette gouvernementale. Quelle sera l'issue de ce nouveau brassage-camarade?

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

À en croire les débats des dernières semaines, qui ont revêtu tous les profils d'une guerre de structures, on a l'impression que le Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial, qui démarre mercredi, devra répondre à l'une ou l'autre de ces questions: améliorer les cégeps ou les rayer de la carte?

«Ça nous dérange beaucoup de voir que le débat s'est fait avant le forum, et essentiellement sur les structures», explique Julie Bouchard, nouvellement élue à la tête de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). «Qui va nous parler de la réussite des jeunes?»

Les étudiants ont ce forum dans la gorge depuis qu'il a été annoncé, sur les premiers coups d'avril. Craignant d'être mis à l'écart à cause du moment choisi pour sa tenue — une crainte qui se confirme! —, ils ont maintenant une dent contre la tendance qui se dessine.

«Tout cela a vite pris l'allure d'une bataille entre cégeps et commissions scolaires, affirme Mme Bouchard. Les recteurs s'en sont mêlés, et chacun des paliers donne l'impression de vouloir rapatrier son morceau.»

Lancé un peu inopinément à l'aube du printemps, ce forum sorti des manches du ministre de l'Éducation, Pierre Reid, devait à l'origine servir à perfectionner le réseau collégial. La bestiole — unique au monde selon certains, pas si pittoresque que cela, répliqueront d'autres — est scrutée depuis ses tout premiers vagissements, voilà maintenant 35 ans de cela.

Modèle collégial. Cheminement des élèves. Contribution au développement régional. Financement. Voilà les quatre axes de discussion qu'a définis le MEQ dans un document qui aurait dû servir de point de départ. Mais le point de départ avait eu lieu à l'automne: la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), brandissant d'alléchantes perspectives d'économies de un milliard de dollars, a proposé une «réingénierie» maison: six ans de secondaire, quatre ans de bac, le mariage de la formation professionnelle avec la formation technique, en bref un modèle qui met les collèges d'enseignement général et technique tels qu'on les connaît au rancart.

Après avoir vanté les mérites de sa proposition économique, la FCSQ se hérissa maintenant lorsqu'on aborde le rapport Bédard sous un angle de banquier... Présenté d'abord par les médias — dont *Le Devoir* — comme une proposition pure et simple d'abolition des cégeps, le rapport s'était aussi penché sur la réussite des étudiants, a rappelé cette semaine le regroupement, dévoilant une «annexe pédagogique». «Les médias ont traité uniquement l'angle financier alors qu'il y avait bien d'autres choses dans ce rapport», déplore à ce moment le président de la fédération, André Caron.

«Opération de récupération», a rétorqué la Fédération des cégeps cette semaine, après avoir parcouru l'ajout pédagogique venu rétablir les faits et présenter la proposition de «réingénierie» comme une manière de stopper le décrochage scolaire.

«Il faut vraiment ne pas avoir mis les pieds dans un cégep depuis longtemps pour avoir écrit cette annexe», a ajouté Julie Bouchard, présidente de la FECQ. Les étudiants déplorent qu'on y parle d'orientation des jeunes tôt en cours de secondaire alors que «les trois quarts des élèves de 5<sup>e</sup> secondaire ne savent même pas à quoi se destiner professionnellement quand on le leur demande».

L'option d'une 6<sup>e</sup> année de secondaire et d'un bac de quatre ans, en lieu et place de ce trait d'union scolaire nommé collégial, sourit aussi aux universités, qui ont proposé cette seule solution, mais à débattre parmi d'autres. «On ne fait pas la guerre aux collèges!», a réitéré cette semaine le président du réseau de l'Université du Québec, Pierre Moreau, qui commentait le contenu du mémoire présenté en vue du forum par la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ). «Il se trouve que nous croyons qu'une des manières possibles de mieux faire les choses serait de passer le pré-universitaire du côté des universités.»

Les recteurs aussi ont tremblé en voyant le titre du



TELÉ-QUÉBEC

Améliorer les cégeps ou les rayer de la carte? C'est la question de l'heure.

Devoir qui leur prêtait la vile intention de mettre la clé dans la porte des cégeps. «Il faut qu'on puisse améliorer la réussite des élèves, voilà le départ de la discussion que nous avons eue», explique Pierre Moreau, dont le regroupement déplore aussi que le débat ait eu lieu avant... le vrai débat.

### Beau jeu?

Chicane sur les structures, accent mis sur le portefeuille du gouvernement: «On ne discute pas des bons éléments», déplore M. Moreau, qui était, jusqu'à récemment, président du conseil d'administration du cégep François-Xavier-Garneau, sis à Sainte-Foy. Il réfute l'argument selon lequel les recteurs ont beau jeu de réclamer une année de plus au bac puisqu'une pluie de dollars suivra les nouveaux étudiants. «Si on était vraiment attaché à l'aspect financier, on ne ferait tout simplement pas cette proposition», assure M. Moreau.

«Ça nous coûtera des sous, ça ne nous en donnera pas plus, et nous en manquons déjà pour nos étudiants en place.»

Devant ce forum où chacun disposera de trois petites minutes pour aller à l'essentiel, plusieurs froncent les sourcils... «Ça pourrait ressembler à une grande foire d'empoigne où tous les groupes d'intérêts, y compris nous-mêmes, vont se livrer à un dialogue de sourds», croit le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent.

Le syndicat, comme les étudiants, voudrait aussi que le débat se recentre sur la réussite, après avoir largement porté sur la viabilité de la structure et l'économie rattachée à la disparition du réseau. «Le forum est un incontournable pour le ministre [de l'Éducation], mais je crains que son idée ne soit déjà toute faite», ajoute M. Parent.

Discret, comme il l'avait volontairement été avant la commission sur les universités, le ministre Pierre Reid a entretenu une certaine ambiguïté autour de sa perception du débat. Pas question d'abolir les cégeps, a-t-il martelé plus d'une fois, affirmant au détour que tout était pourtant «sur la table».

«Il s'est sûrement fait une idée avant le forum, explique M. Parent. On va sortir du débat, il va tirer un résumé de cela et tenter de nous faire croire que ce qui est issu de sa tête est en fait un reflet de nos pensées collectives.»

Le président de l'UQ, Pierre Moreau, souhaite quant à lui que ce débat ouvre la porte à une réflexion élargie sur l'école, de la petite jusqu'à la grande. «J'espère de ce forum une conclusion qui affirmerait la nécessité de continuer la réflexion.»

Avant que les débats ne s'enclenchent, le mot de la fin revient à un groupe d'élèves de 10 et 11 ans de l'Institut Saint-Joseph, à Québec, qui publient des carnets sur le site Internet du *Devoir*.

A propos de l'abolition des cégeps (<http://www.ledevoir.com/blog/stjo/archives/000498.html>): «Je trouve qu'enlever les cégeps est une excellente idée», nous écrit Jérémie D. [...] «En enlevant quelques années, ça va nous permettre de commencer à travailler plutôt [sic]. J'ai très hâte de commencer à travailler mais, certains jours, je me demande si ça vaut vraiment la peine de forcer pendant tant d'années. En plus, on économiserait un milliard de dollars en arrêtant les cégeps. Il y a une question qui m'embête par contre: en faisant moins d'années d'étude, est-ce que nous allons être autant instruits que les gens qui sont allés au cégep?» A mijoter...

Le Devoir

## ALLAOUI

SUITE DE LA PAGE B 1

Puis, sa mission accomplie, l'agresseur quitte la maison, certain qu'Iyad Allaoui, qui git inconscient dans une mare de sang, est mort. Mais Iyad Allaoui survit. Il séjourne un an à l'hôpital. Sa famille continue à recevoir des menaces anonymes, comme ce message: «Même si vous vous enfuyez sur la planète Mars, nous vous retrouverons!» Les services secrets britanniques décident alors d'aider Iyad Allaoui et le cachent dans un hôpital du Pays de Galles, où il est admis sous un faux nom. Depuis sa sortie de l'hôpital, Iyad Allaoui n'a eu de cesse de mener un combat à mort contre Saddam Hussein. Il crée, après la guerre du Golfe de 1991, le Mouvement de l'entente nationale (MEN), un parti d'opposition en exil qui n'a guère plus de crédibilité que les autres mais qui a la particularité d'admettre baasistes et ex-baasistes. Ses promoteurs du M16 britannique l'introduisent dans les hautes sphères de Washington et de la CIA.

### Attend son heure

Son heure de gloire aurait pu arriver en 1996, lorsqu'il pilota, d'Amman, en compagnie d'agents américains, une tentative d'assassinat de Saddam Hussein. Mais l'opération échoue, le dictateur irakien ayant été prévenu longtemps à l'avance du projet par ses agents infiltrés dans l'entourage de l'opposant.

Iyad Allaoui attend alors son heure. Elle sonne lorsque le président américain

George W. Bush décide, au printemps 2003, de renverser Saddam Hussein. M. Allaoui prétend avoir joué un rôle déterminant dans le retournement de généraux de l'armée de Bagdad, permettant une guerre rapide. Puis il revient en Irak et entreprend aussitôt de reconstruire un appareil sécuritaire à la dérive. Le CIG lui confie la tête d'une commission chargée de la défense et de la sécurité nationales.

Allaoui n'a eu de cesse de mener un combat à mort contre Saddam Hussein

S'appuyant surtout sur des officiers ex-baasistes, sunnites comme chiïtes, qui ont fini par connaître les géolés de Saddam, et recrutant même dans l'ombre d'anciens agents de la sinistre Moukhabarat (police secrète de Saddam Hussein), il commence à étendre son influence. Il critique fermement, au contraire d'Ahmed Chalabi, la décision de l'administrateur américain Paul Bremer de dissoudre l'armée et d'exclure les ex-baasistes du «nouveau Irak». Il place son cousin Ali Allaoui à la tête du ministère de la défense. Et, en décembre 2003, il s'offre un plaisir personnel en étant l'un des premiers visiteurs d'un Saddam Hussein prisonnier et vaincu.

Iyad Allaoui va donc être, pour une période de six mois, à la tête de l'Irak. Son problème principal réside en fait dans la méthode même de sa nomination. Sera-t-il véritablement, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, à la tête du pays? Beaucoup d'Irakiens en doutent. Iyad Allaoui va devoir relever ce nouveau défi: prouver aux Irakiens que l'Irak redevient un pays souverain et que lui-même a la capacité personnelle et politique d'être autre chose qu'un «agent de l'étranger».

Le Monde

## JEU

SUITE DE LA PAGE B 1

Pour Jean-Herman Guay, la rhétorique ne tient pas la route. «En 1990, lorsqu'on a cru que l'accord de Meech pouvait être sauvé, l'appui à la souveraineté s'est mis à chuter dans les sondages. Mais quand Meech a finalement échoué, l'appui a rebondi. Chaque fois qu'il y a un rejet affiché du Canada anglais, cela grimpe.» La formation souverainiste pourrait également voir dans l'aventure d'un gouvernement minoritaire conservateur le ferment d'une autre crise constitutionnelle, propice à la montée de l'option souverainiste. «S'il y avait une entente ponctuelle sur la décentralisation, dit M. Guay, ça guérirait dans le Canada anglais. En cas d'échec, la décision pourrait être un facteur de poussée du mouvement souverainiste.»

Si l'alliance est fructueuse, le Bloc peut prouver son utilité en marquant des points pour le Québec; si elle capote, l'option souverainiste pourrait en bénéficier. Le terrain est donc fertile pour le parti de Gilles Duceppe, qui navigue avec une extrême prudence. C'est qu'il prend bien garde de ne pas pousser le vote stratégique des électeurs, qui pourraient tantôt craindre l'élection de la droite, tantôt la montée de l'option souverainiste, tantôt l'aventure du fédéralisme renouvelé.

### Le vote stratégique

Selon les experts consultés, la montée rapide de Harper pourrait engendrer un effet Dumont. Hissé

en tête des sondages, le programme de l'ADQ a été placé sous les projecteurs pendant la deuxième moitié de campagne provinciale de 2003 et la bulle a éclaté.

«Si les libéraux interviennent intelligemment, ils pourraient déplacer le vote stratégique de certains électeurs [...] qui craignent un gouvernement Harper», analyse Alain C. Gagnon. Son collègue de Sherbrooke renchérit: «Cela pourrait empêcher la chute libre du PLC, surtout au Québec», précise M. Guay. C'est le pari qu'on fait cette semaine les libéraux en lançant une énergique campagne médiatique contre le Bloc et les conservateurs.

Pour Jean-François Lisée, s'il devenait évident au cours de la campagne que Harper peut former le gouvernement, les électeurs pourraient avoir deux réactions diamétralement opposées: «Cela peut provoquer une remobilisation pour empêcher un gouvernement conservateur. Cela peut aussi provoquer une démobilisation d'une partie des votes libéraux», les électeurs progressistes se sentant dédouanés de la nécessité d'un vote utile.

S'il est bien difficile de prédire comment se distribueront les cartes au lendemain des élections, une chose, selon Peter Russell, est presque certaine en cas de gouvernement minoritaire ou le Bloc détiendrait la balance du pouvoir, les électeurs seraient probablement conviés aux urnes en moins de 12 mois.

Le Devoir

## PERSPECTIVES

Trois ans après sa création

## L'Union paysanne est à la croisée des chemins

Des 3200 membres qui, dans la première année, sont venus garnir les rangs de l'UP, il n'en reste plus que 1200

FABIEN DEGLISE

Trois ans et encore toutes ses dents. Fin juin, l'Union paysanne va fêter le troisième anniversaire de sa création. Avec, pour toi de fond, le départ annoncé plus tôt cette semaine de son actuel président, Roméo Bouchard, un membership en perte de vitesse, une victoire, quelques défaites cinglantes et de nombreux défis à relever dans l'avenir, estimant les artisans du mouvement comme ceux qui ont eu à composer avec cette nouvelle et désormais incontournable voix dissonante dans l'univers agricole.

Le bilan est toutefois brutal. Après un départ sur les chapeaux de roues, en juin 2001, l'Union paysanne (UP) se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Des 3200 membres — composés à 70 % de citoyens — qui, dans la première année, sont venus garnir les rangs de cet organisme versé dans la lutte pour une agriculture à visage humain, il n'en reste maintenant plus que... 1200, dont la moitié désormais sont des agriculteurs. Une baisse d'environ 63 %, qui éloigne encore plus l'UP de l'objectif que Roméo Bouchard s'était fixé en donnant la vie à ce mouvement: atteindre les 5000 membres après trois ans.

La mathématique de l'adhérent parle. Mais elle est loin d'inquiéter le bouillant futur président de ce groupe d'empêcheurs d'industrialiser en rond. «*Tout ça est circonstanciel, dit-il. Au départ, nous avons effectivement suscité un grand enthousiasme dans la population. Il y avait des circonstances favorables: l'appui de Daniel Pinard [animateur d'une populaire émission culinaire] à notre cause, Bacon, le film [sur les effets pervers de la surproduction porcine] et aussi le combat contre l'implantation de nouvelles porcherie que l'Union paysanne a canalisé.*»

Et puis il y a eu l'adoption par Québec d'un moratoire sur l'élevage porc en juin 2002, moratoire à l'origine d'une crise interne entre les adeptes d'une ligne encore plus dure et Roméo Bouchard, plutôt satisfait du dénouement de la campagne orchestrée, entre autres, par l'UP. Des dirigeants ont claqué la porte avec fracas et plusieurs centaines de membres, passablement irrités par la chicane de famille, ont suivi...

«*C'est fait mal au mouvement sur le plan de l'image et du membership, poursuit celui que ses intimes surnomment Méo. Mais il y avait beaucoup d'utopistes chez les membres des premières heures. Des utopistes qui voulaient voir des résultats tout de suite. Ils avaient une culture de contestation, pas de négociation au sein d'un mouvement syndical qui doit respecter des règles de représentation, de majorité et de compromis.*»

L'apprentissage a été douloureux pour l'organisation qui, en se structurant comme un syndicat dans les années qui ont suivi sa venue au monde, a mis également à l'épreuve quelques susceptibilités et quelques... portefeuilles.

«*Nous avons besoin d'accroître nos ressources financières pour agir, poursuit-il. La cotisation est passée de 25 \$ à 40 \$, puis à 60 \$, et le renouvellement des adhésions s'est alors mis à chuter, principalement chez les membres non-agriculteurs, certes prêts à soutenir la cause de l'Union paysanne, mais dans un salon et sans délier les cordons de leur bourse.*»

«*C'est sûr qu'avec 5000 membres, nous aurions un pouvoir de négociation plus grand, reconnaît le fondateur du mouvement. Mais aujourd'hui, la qualité a pris le dessus sur la quantité. Oui, nous paraissions petits au milieu des 30 000 agriculteurs de la province, mais notre impact est considérable sur les questions agricoles et sociales. Nous avons l'initiative du débat et l'on modifie parfois les problématiques.*»

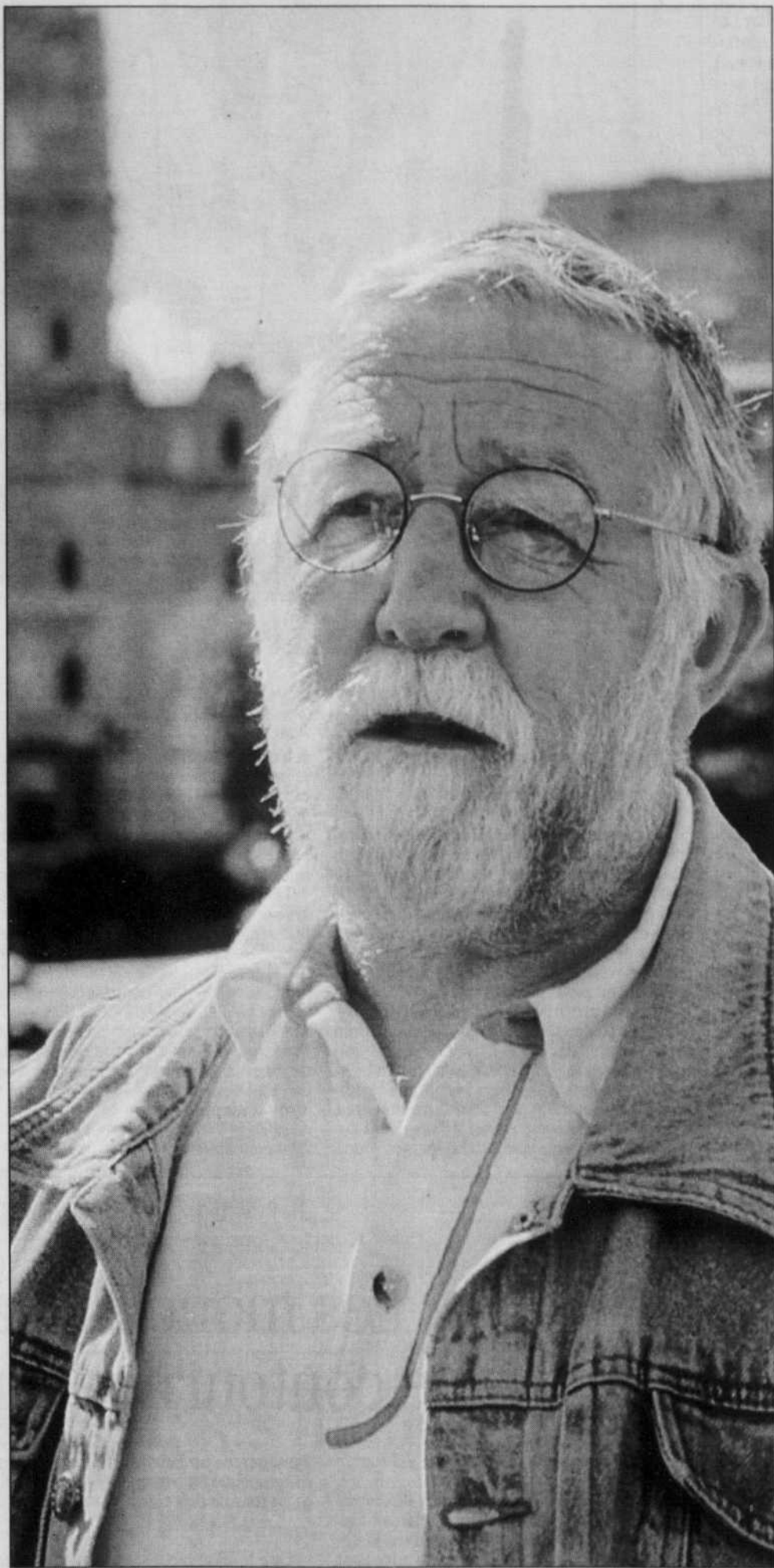
L'homme dit vrai, juge Pierre Gaudet, président de la Fédération des producteurs biologiques du Québec, une fédération affiliée à l'Union des producteurs agricoles (UPA), le grand syndicat agricole dont l'UP aimerait bien voir un jour disparaître le monopole. «*Le rôle de l'Union paysanne a été important dans les débats qui ont animé le monde de l'agriculture au cours des trois dernières années, dit-il. Cette voix n'existait pas et visiblement nous en avons besoin pour amener sur la place publique les questionnements sociaux qu'engendre la production agricole aujourd'hui. Questionnements d'ailleurs que partagent aujourd'hui un bon nombre de producteurs qui ne sont pas forcément membres de l'UP.*»

## Contamination d'idées

N'empêche, passées l'adoption d'un moratoire et la création d'un journal — baptisé simplement *Union paysanne, le journal* —, l'UP ne peut pas se vanter à ce jour d'avoir atteint ses objectifs. Son combat politique pour ébranler le monopole syndical de l'UPA s'est en effet soldé l'automne dernier par un échec. *Idem* pour la remise en question de la mise en marché collective du sirop d'érable, que Québec n'a pas souhaité prendre au sérieux.

Mais l'UP ne crie pas dans le désert pour autant. En fait, la véritable victoire du mouvement semble plutôt résider dans sa capacité impressionnante, malgré ses faibles moyens — le siège social de Saint-Germain-de-Kamouraska, dans le Bas-du-Fleuve, est tenu par une poignée de bénévoles —, à faire germer ses idées dans plusieurs champs de la société. Même ceux qui semblaient jusque-là infertiles.

En témoigne le récent changement de cap de l'UPA qui, dans les prochains jours, doit soumettre à ses membres l'adoption d'un modèle agricole favorisant, dans les grandes lignes, des fermes moins concentrées, à dimension humaine, plus respectueuses de l'en-



Roméo Bouchard, président de l'Union paysanne: «Oui, nous paraissions petits au milieu des 30 000 agriculteurs de la province, mais notre impact est considérable sur les questions agricoles et sociales.»

vironnement, avec des productions moins industrielles.

Le discours est connu, mais d'ordinaire véhiculé par les représentants de l'Union paysanne, qui observent cette contamination avec un sourire en coin. L'UPA, pour sa part, se défend bien d'avoir été influencée par Roméo Bouchard — et son goût prononcé pour épancher un peu d'éthique et de responsabilité sociale sur les champs du Québec —, laissant entendre au passage que, si l'UPA n'a pas le monopole syndical en matière d'agriculture, le mouvement de Méo ne possède pas non plus le monopole des idées.

Peut-être mais, de toute évidence, il n'en demeure pas moins écouté, estime Frédéric Paré, de l'organisme Equiterre, un regroupement dédié à la promotion de comportements qui respectent l'environnement. «*C'est devenu en trois ans un acteur crucial dans le monde agricole, dit-il, un chien de garde qui montre les dents quand il le faut et dont tout le monde attend la réaction sur plusieurs dossiers chauds. Et comme la monoculture de la pensée est toujours bien répandue dans le milieu agricole, l'Union paysanne est encore là pour rester.*»

Roméo Bouchard le croit aussi. Et son départ, pense-t-il, devrait d'ailleurs permettre à son mouvement de reprendre un peu plus du poil de la bête. «*C'est sans doute vrai*», lance Gilles Tardif, l'un des dissidents de l'UP, qui a quitté le navire dans la foulée du moratoire. Il est aujourd'hui vice-président de la Coalition citoyenne.

«*Ce n'est pas facile de travailler avec Roméo Bouchard. Il a beaucoup de caractère et il en a froissé beaucoup. Son remplaçant doit être davantage rassembleur et surtout, il se doit d'être un agriculteur pour donner encore plus de crédibilité au mouvement*» et du même coup faire taire ses détracteurs, qui estiment que l'Union paysanne n'a pas sa place dans les champs puisqu'elle rassemble surtout des urbains.

«Pour rallier tout le monde, cela prend du temps»

La critique est à moitié vraie, l'UP regroupant aujourd'hui 50 % d'agriculteurs. «*Et le virage se poursuit*», résume Benoît Girouard, jeune président de l'Union paysanne biologique et candidat pressenti à la succession de Roméo Bouchard. *Mais pour rallier tout le monde, cela prend du temps.*

Il y a du pain sur la planche. Avec à la clef la chance d'être enfin pris au sérieux par le cabinet de la ministre de l'Agriculture du Québec. Interpellée l'automne dernier par l'UP sur le monopole syndical de l'UPA, Françoise Gauthier a renvoyé en effet M. Bouchard à ses devoirs, demandant à celui-ci de lui démontrer que la grogne évoquée venait bel et bien de la base et, surtout, qu'elle était partagée par une masse critique.

Car avec les 243 acériculteurs, les 151 fermes diversifiées, les quatre producteurs d'œufs ou les 23 producteurs de lait dans ses rangs — pour ne citer qu'eux —, l'UP n'avait rien de convaincant.

«*Le défi est là*», dit Gilles Tardif. *Il faut plus de membres pour s'attaquer une bonne fois pour toutes au monopole de l'UPA et voir apparaître à l'avenir une deuxième voix écoutée par Québec. Deuxième voix plus que nécessaire aujourd'hui.* La campagne de recrutement pourrait d'ailleurs débiter dans les vertes et biologiques contrées du Québec, où les 850 producteurs certifiés constituent une clientèle naturelle de l'Union paysanne. Or, de ce nombre, 140 à peine ont signé leur carte de membre, alors que 200 se sont plutôt tournés vers la Fédération des producteurs biologiques de l'UPA.

«*Rien d'étonnant à ça*», dit Roméo Bouchard. *Les producteurs sont obligés par la loi de payer leur cotisation à l'UPA, ce qui représente pour plusieurs une somme importante. Et puis, les agriculteurs biologiques sont aussi assez indépendants. Ce n'est pas naturel pour eux de s'associer pour défendre une cause.*»

Le Devoir



Michel David

## Le vrai pouvoir

En 1993, le slogan du Bloc québécois avait été accueilli avec une certaine perplexité. Comment un parti condamné à l'opposition perpétuelle pouvait-il inviter les électeurs québécois à opter pour «le vrai pouvoir»?

En réalité, ils ont plutôt voté pour Lucien Bouchard, dont la démission du gouvernement Mulroney avait fait un héros. Depuis sa fondation, il faut reconnaître que le Bloc a fait du bon travail, mais c'était celui d'une vraie opposition, avec les limites que cela comporte.

Pendant des années, il a justifié son existence en faisant valoir que l'élection de 74 députés libéraux au Québec n'avait pas empêché Pierre Elliott Trudeau d'imposer une nouvelle Constitution qui diminuait les pouvoirs de l'Assemblée nationale sans son consentement, mais le Bloc n'a pas davantage réussi à prévenir l'adoption de la Loi sur la clarté.

La partie est encore loin d'être terminée, mais il n'a jamais été aussi près du «vrai pouvoir» qu'aujourd'hui. Remarquez, lui aussi a ses limites. Imaginer que le Bloc pourra tirer tous les avantages d'un éventuel appui à un gouvernement conservateur minoritaire sans devoir faire le moindre compromis est une vue de l'esprit.

Certes, les valeurs véhiculées par le Parti conservateur ne sont pas celles du Bloc, mais il faudra nécessairement laisser un peu de corde à M. Harper, qui devra composer avec ses dinosaures. Devrait-on chercher à le renverser de façon préventive pour empêcher la présentation d'un projet de loi privé limitant le droit à l'avortement, qui aurait toutes les chances d'être battu?

La marge de manœuvre de Gilles Duceppe sera néanmoins très étroite. Ceux qui, au PQ, rêvent de profiter de la présence d'un gouvernement «étranger» à Ottawa pour tenir un référendum trouvent d'ailleurs que ça vient un peu vite.

Malgré toute sa bonne volonté, le Bloc ne pourra pas soutenir M. Harper jusqu'aux prochaines élections québécoises.

Personne ne le dira ouvertement, mais l'idéal serait sans doute que les libéraux réussissent à former un gouvernement fortement minoritaire, qui pourrait être renversé au profit des conservateurs au moment opportun.

Les libéraux ont évidemment tout intérêt à présenter comme une véritable catastrophe la possibilité que les conservateurs soient appelés à former un gouvernement sans avoir fait élire un seul député au Québec. Même si M. Harper réveille deux ou trois sénateurs pour en faire des ministres, ceux-ci n'auraient aucun poids.

Au cours du dernier quart de siècle, les libéraux ont cependant démontré de façon convaincante qu'il n'existe aucune corrélation entre le *French Power* à Ottawa et le pouvoir du Québec au sein de la fédération. Bien au contraire, les reculs les plus importants subis par le Québec depuis la Deuxième Guerre mondiale ont été le fait de gouvernements dirigés par des Québécois.

Pendant la plus grande partie de la dernière décennie, le premier ministre, le ministre des Finances et une demi-douzaine de membres importants du cabinet fédéral venaient du Québec. Cela lui a valu l'Union sociale, la Loi sur la clarté et d'innombrables empiètements sur ses champs de compétence, qu'illustre très bien le programme des bourses du millénaire.

Même si l'ADQ a beaucoup d'affinités avec le Parti conservateur, Mario Dumont ne semble pas intéressé au rôle de roi nègre que certains rêvent de lui confier. Il faut croire qu'il a retenu la leçon de son malheureux discours devant le Canadian Club de Toronto.

En réalité, on n'accorde de véritable pouvoir à des élus du Québec que dans la mesure où ils acceptent de l'utiliser pour contrer ses aspirations autonomistes et de participer à cette entreprise de *nation building* dans laquelle s'inscrit parfaitement le programme de Paul Martin. Il ne s'agit pas seulement de contrer la menace sécessionniste, qui devient même une sorte de prétexte. Une vision québécoise du fédéralisme n'a tout simplement pas droit de cité à Ottawa.

Elle n'a été agréée que pendant une brève période, au milieu des années 60, quand un premier ministre originaire de l'Ontario, Lester B. Pearson, a dirigé un gouvernement minoritaire. Trudeau le Québécois a eu tôt fait de mettre un terme à ces égarements.

Malgré ce précédent, il ne faudrait pas exagérer les avantages que le Québec pourrait tirer d'un gouvernement conservateur. Soit, M. Harper se veut respectueux des compétences provinciales et reconnaît l'existence d'un déséquilibre fiscal, mais il faudra voir ce qu'il restera à transférer aux provinces une fois que seront comptabilisées les baisses d'impôt et les nouvelles dépenses promises.

Il est facile de bien paraître quand les choses vont pour le mieux, mais il faut aussi savoir gérer son succès. Compte tenu des circonstances, il faut reconnaître que Gilles Duceppe a jusqu'à présent mené une campagne quasi parfaite dans sa platitude. La discrétion lui va d'ailleurs comme un gant.

Il demeure un piètre orateur, mais ce n'est pas l'homme au bonnet, dont la maladresse devenait presque gênante. Il maîtrise ses dossiers et ne se laisse plus décontenancer lors d'un point de presse. Les journalistes attachés à la couverture de sa tournée sont en train de mourir d'ennui.

L'élection d'un gouvernement conservateur minoritaire en ferait un personnage considérable dans la société québécoise.

Un bon mot de lui à M. Harper vaudra de l'or pour tous ceux qui auront des démarches à faire ou un projet à promouvoir. Le premier ministre lui tendra sans doute une oreille plus attentive qu'à n'importe quel ministre.

Le chef du Bloc prendra aussi du galon au sein de la famille souverainiste. Il faudra maintenant ajouter son nom à la liste des aspirants potentiels à la succession de Bernard Landry. Quand on lui a soumis cette hypothèse, M. Duceppe n'a rien exclu. On prend facilement goût au «vrai pouvoir».

mdavid@ledevoir.com

## É D I T O R I A L

## Le vote stratégique

En campagne électorale, tous les arguments sont bons, surtout quand les choses vont mal pour un parti. Il en est ainsi pour le Parti libéral qui, voyant que le charme n'opérait plus auprès des nationalistes québécois, tente maintenant de les culpabiliser en les rendant responsables de l'élection possible des conservateurs de Stephen Harper.

**A**u moment de faire son entrée en scène comme lieutenant de Paul Martin au Québec, Jean Lapierre avait cherché à convaincre les nationalistes qu'ils seraient aussi bien représentés à Ottawa par les libéraux que par les bloquistes. Comme preuve de son engagement, il dénonçait la loi Chrétien-Dion sur la clarté. Sans effet au Québec, ce discours a plutôt eu pour conséquence d'inquiéter au Canada anglais. L'accent a alors été mis sur la nécessité pour les Québécois de voter du côté du pouvoir. Puis, hier, nouveau discours: voter pour le Bloc québécois équivaldrait à livrer le Québec aux conservateurs.

Jean Lapierre avait bien dit avant le déclenchement des élections qu'il n'y aurait pas de campagne de publicité négative au Québec. Il y vient aujourd'hui tout simplement par nécessité. Alors que de larges pans de l'Ontario glissent de façon inattendue vers les conservateurs, il est contraint de tenter de réaliser un minimum de gains au Québec. Comme il ne reste plus que deux vraies semaines de campagne électorale en raison du congé de la Fête nationale, il y a urgence. Le ton monte.

La tactique à laquelle les libéraux ont recours est celle de la démonisation par association de l'adversaire. L'extrémiste Harper est ce diable qui se cache sous les habits du progressiste Duceppe. Il y a quelques années, Lucien Bouchard avait ainsi associé Mike Harris et Jean Charest. Le jour du scrutin, ce dernier avait malgré tout remporté la pluralité des voix. Jean Lapierre avait raison de dire, il y a quelques semaines, que les Québécois sont peu portés sur le fiel.

Si ce n'est par conviction, c'est donc par stratégie qu'il faudrait voter pour les libéraux, qui se voient comme le seul rempart contre la grande noirceur qu'imposerait un éventuel régime Harper. Dans la conjoncture actuelle, le Bloc québécois pourrait tout aussi bien être ce rempart... à moins que les libéraux ne nous cachent qu'un balayage conservateur est imminent et que Stephen Harper dirigera un gouvernement majoritaire. C'est d'un gouvernement minoritaire qu'il est plutôt question à ce moment-ci, ce qui, par ailleurs, n'est pas acquis.

Les positions de Stephen Harper sur l'avortement, les armes à feu, le bilinguisme ou le mariage entre conjoints de même sexe ne sauraient trouver d'échos favorables au Québec. Si un éventuel gouvernement conservateur tentait de mettre en œuvre son programme, libéraux comme bloquistes se lèveraient d'un seul bloc pour lui barrer la route. Jean Lapierre et Gilles Duceppe se retrouveraient du même côté. Il n'y a pas de doute à ce sujet.

Le discours de Jean Lapierre mériterait qu'on s'y arrête si le Bloc avait quelque velléité de s'engager dans une alliance avec les conservateurs. À ce propos, les positions de Gilles Duceppe sont claires. Il ne participera à aucun gouvernement de coalition, que ce soit avec les conservateurs ou avec les libéraux. Aux uns comme aux autres, il ne donnera son appui qu'à la pièce et qu'en fonction des intérêts qu'il jugera être ceux du Québec. Dans les circonstances, un vote pour le Bloc est tout à fait légitime, tout comme un vote pour le Parti libéral, le NPD ou le Parti conservateur. Ceux qui votent par conviction sont rarement déçus de leur choix, ce qui n'est pas le cas de ceux qui font un vote stratégique.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## Pauvre soldat

**D**emain, la cérémonie sera grandiose sur les plages de la Normandie, et on en oubliera peut-être le bruit, le sang, l'angoisse qui prend aux tripes et l'agonie que des milliers de soldats ont connue — tout ce dont les survivants ont témoigné dans les reportages autour du 60<sup>e</sup> anniversaire du débarquement.

Il est bien récent qu'on s'attarde enfin à ce qui se passait vraiment sous l'étoffe des héros. Le grand combat contre l'Allemagne nazie a été le fait de jeunes hommes, frais sortis de l'enfance, qui ont dû affronter un enfer qu'ils n'avaient pas imaginé et qui mouraient en criant maman.

Certes, parmi ces Québécois, ces Canadiens, ces Américains qui s'étaient engagés pour une guerre lointaine, on en trouvait qui avaient répondu à l'appel patriotique. Mais il y avait aussi beaucoup de rêveurs d'aventures, jamais sortis de leur patelin. Et bien d'autres encore, issus de familles pauvres, pour lesquelles la soldate était la seule promesse de mieux-être, comme l'a si bien décrit *Bonheur d'occasion* de Gabrielle Roy.

Chez les Américains, les histoires affluent de ces jeunes de milieu modeste qui auront rejoint la Garde nationale parce qu'alléchés par le dollar versé chaque jour et qui seront pris dans la tourmente de la mobilisation.

Leurs espoirs, leurs angoisses, leurs sacrifices ont maintenant droit de cité parce que ces soldats ont été dans le camp des vainqueurs, parce que l'ennemi s'appelait Hitler et parce que le monde leur doit la liberté. Mais il reste encore à raconter combien la même peur habitait le simple soldat allemand.

Il reste surtout à ne plus attendre la fin des guerres pour mesurer à quel point ce sont toujours des jeunes naïfs, pauvres, ignorants, qu'on envoie au front. Les Américains déployés en Irak en offrent un exemple frappant.

S'il est odieux de tracer, à la façon de George W. Bush, un parallèle entre la Deuxième Guerre mondiale, où sévissait une vraie menace pour le monde, et la situation en Irak, où les motivations pour faire la guerre s'embrouillent dans le mensonge, il n'est pas vain de souligner que les troupes américaines ont de bien drôles de «volontaires».

Aux États-Unis comme ici, l'armée attire son monde en vantant un mode de vie. Or, pour un jeune de milieu modeste, l'armée américaine a un grand attrait: en échange de quelques années de service, elle paie une bonne partie des droits de scolarité. Le programme, l'armée le dit elle-même, remporte un grand succès. Plein d'adolescents, souvent très pauvres, sont devenus réservistes précisément dans l'espoir de pouvoir par la suite payer leurs études. Jamais, leurs témoignages le disent, ils ne s'attendaient à faire vraiment la guerre; jamais l'armée ne leur a fait voir cette possibilité.

Ces jeunes de 18, 19 ou 20 ans sont aujourd'hui en Irak: on estime que le quart des effectifs déployés là-bas sont des réservistes. Certains sont ravis de l'aventure, mais plusieurs, comme les soldats d'autrefois, ont perdu leur innocence. La guerre les rend malades, ils ont peur, mais ils ne peuvent pas désertir. Mais qui veut le savoir: les soldats américains en Irak sont tellement loin des héros...

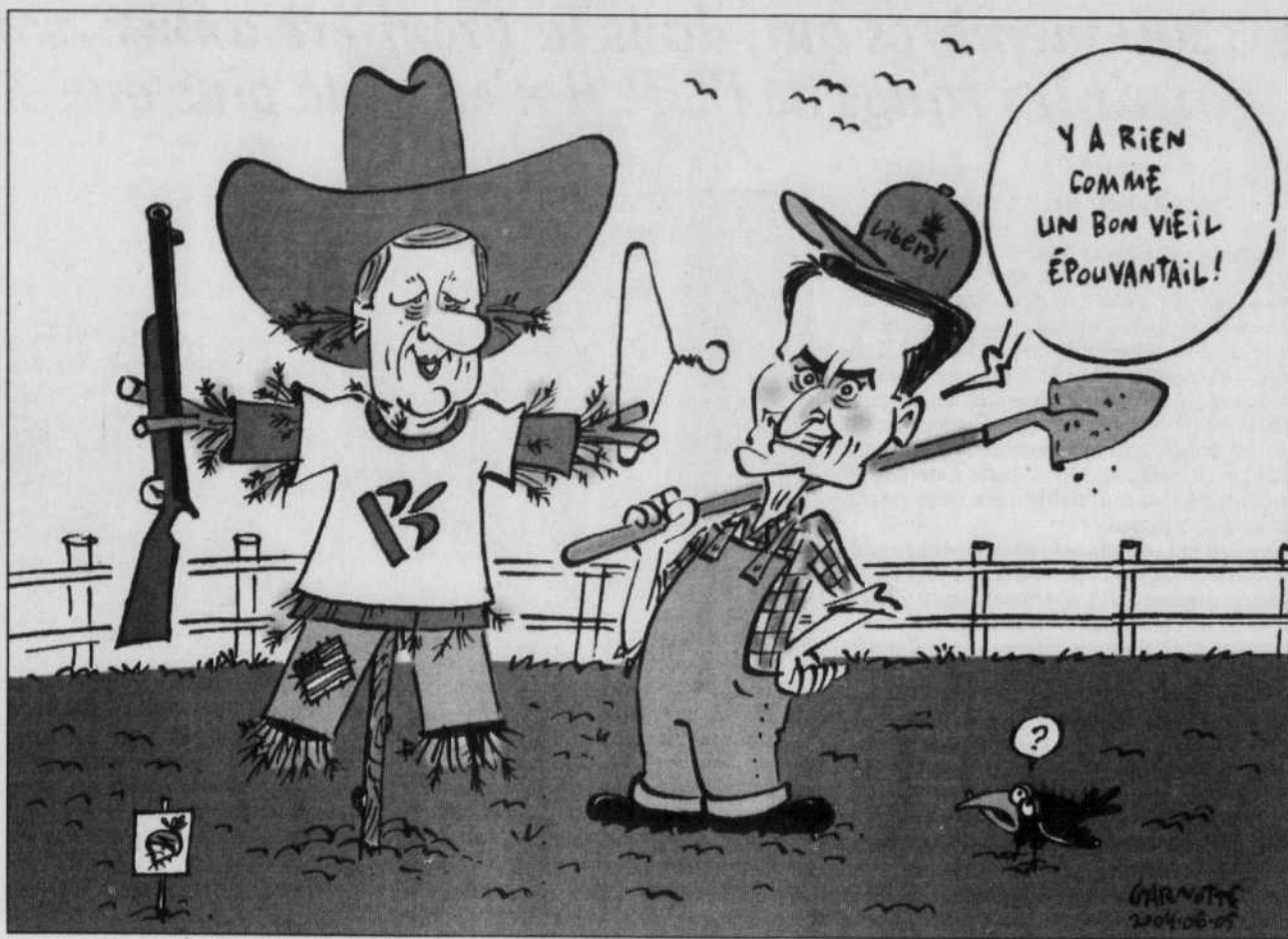
jboileau@ledevoir.ca



Bernard Descôteaux



Josée Boileau



## LETTRES

## Les frères de la Trappe d'Oka répliquent

Les journalistes ont beaucoup de défis à relever chaque jour et sans doute leur est-il difficile de prendre soin de vérifier la valeur de tous les renseignements qu'ils reçoivent. C'est ainsi que je comprends l'affirmation que Josée Boileau faisait dans *Le Devoir* du 4 juin où, à propos des divers édifices religieux actuellement en vente, elle fait allusion à la Trappe d'Oka qui attend le plus offrant.

Une telle affirmation m'a surpris car je n'y reconnais pas du tout les choix que mes frères et moi avons faits jusqu'à maintenant et que nous espérons faire à l'avenir. Évidemment, devant des projets de valeurs identiques, nous pourrions prendre le plus offrant, comme tout administrateur avisé pourrait le faire. Mais devant des projets de valeurs différentes, nous

voulons porter un jugement qui tienne compte le plus possible des valeurs communautaires et patrimoniales du projet. Dans cette perspective, avec les principaux acteurs sociaux de notre région, nous avons participé à une étude d'hypothèses en ce qui concerne l'avenir de notre monastère et de son environnement naturel.

De plus, à notre demande, une maison spécialisée a préparé une étude sur la valeur architecturale de notre patrimoine construit. Je considère important d'apporter ces précisions qui aideront à faire la vérité dans un dossier qui le mérite. Notre communauté monastique se trouve placée devant des choix complexes et exigeants; nous essayons d'avancer avec prudence et nous espérons ne pas être l'objet de jugements qui reflètent une connaissance incomplète de la réalité.

Yvon-Joseph Moreau  
Abbé de la Trappe d'Oka  
Le 4 juin 2004

## Le prix de l'essence

Depuis quelques semaines, le prix de l'essence a considérablement augmenté. Cette hausse des prix donne la nausée. Et ce n'est pas fini! Avant que la situation ne soit invivable, il est urgent que le gouvernement canadien intervienne en créant une agence chargée de régulariser, d'examiner et de régler le prix du pétrole, du combustible à chauffage et du gaz. Il faut placer l'industrie pétrolière sur un pied d'égalité avec les autres industries énergétiques, les câblodistributeurs et les entreprises de téléphonie. En effet, il n'y a que l'industrie du pétrole qui n'a pas à justifier et à défendre publiquement les hausses. Cette mesure aurait pour conséquence que le prix de vente du gros serait bloqué et amènerait une plus grande stabilité des prix à la pompe. Chaque Canadien en sortirait gagnant.

Benoît Voyer  
Le 31 mai 2004

## REVUE DE PRESSE

## Les monomaniaques et le contournement du Bloc

Antoine Robitaille

«**N**e les laissez pas détourner les élections!», clamait Linda Williamson dans le *Toronto Sun* hier. La chroniqueuse s'adressait aux militants antiavortement: «Oui, je parle de vous, vous de la droite. Vous, les pro-vie monomaniaques, pour qui cette question de l'avortement doit avoir préséance sur toutes les autres préoccupations importantes du vrai monde, vous qui croyez que le chef conservateur Stephen Harper est votre seule chance d'avoir de l'influence au niveau national.»

Williamson s'en prend aussi aux médias, qu'elle accuse de s'être abandonnés à une «fausse hystérie» en donnant à cette question une importance démesurée, ce qui, selon elle, fait le jeu des libéraux. C'est «deux poids, deux mesures», dit-elle, puisque les médias ne cuisinent pas autant Paul Martin, pourtant «un catholique pratiquant», sur cette question, à eu des déclarations semblables à celles des ténors conservateurs. Williamson, qui se dit pro-choix, soutient que les conservateurs ne cherchent aucunement à éliminer le droit des femmes à mettre fin à une grossesse. Elle s'indigne aussi qu'on attaque Harper parce qu'il a dit qu'une fois premier ministre, il autoriserait un vote libre si un député présentait un projet de loi sur cette question. «Mais qu'y a-t-il de si terrifiant dans cette perspective? Devrait-on craindre les votes libres? Doit-on douter du fait que nos élus votent en fonction de notre plus grand intérêt? Notre processus démocratique est-il si discrédité?»

L'importance du débat sur l'avortement, sur le mariage gay, sur la marijuana, sur l'éthique, sur la «gouvernance», etc. Ces élections sont particulièrement notées Jeffrey Simpson dans le *Globe and Mail* d'hier. En effet, depuis 1972 au moins, «toutes les élections ont été axées sur des questions d'ordre strictement économique. It's the economy, stupid!» était devenu le cliché électoral, importé des États-Unis. Mais voilà, dit Simpson, les slogans de cette campagne électorale ne sont pas du type «l'emploi, l'emploi, l'emploi» ou «le contrôle des prix et des salaires» ou «le libre-échange» ou «le contrôle du déficit» ou «sortir du choc pétrolier», etc. Non, cette campagne «ne porte pas du tout sur l'économie», affirme Simpson. Entre autres parce que l'économie canadienne va bien. Mais

aussi parce que Paul Martin ne voulait pas faire campagne en parlant de l'économie puisque ça risquait de rappeler... l'ère Chrétien.

Que le Bloc québécois obtienne la balance du pouvoir fait craindre le pire à plusieurs dans ce cas cette semaine de la possibilité que le «parti séparatiste» mette à profit cette situation inusitée. Le *Chronicle-Herald* de Halifax affirmait jeudi en éditorial que, bien sûr, «le Bloc a déjà formé l'opposition officielle de Sa Majesté à la Chambre des communes. Et ça n'a pas été la fin du monde». Reste que le Bloc n'a jamais été en situation de peser sur les choix d'un gouvernement minoritaire. La possibilité qu'un tel scénario se produise a conduit le Parti conservateur de Stephen Harper à faire certaines ouvertures à la formation de Gilles Duceppe cette semaine. Certes, il est bien tôt pour faire des pronostics assurés, note *The Chronicle*.

Mais «si le Bloc en venait à abuser d'une situation de ce type, les élus des autres partis pourraient choisir de voter avec le gouvernement minoritaire. Cela éviterait que le pays se retrouve dans une situation où des stratégies séparatistes tenteraient de le faire chanter».

Un formulaire pour faciliter la rédaction de discours politiques? Tiens, voilà une bonne idée, bien qu'emprunte de cynisme. La formule? Un texte de base troué. Il suffit de remplir les blancs à l'aide de quelques choix de réponse. C'est Stephen Lautens qui proposait cet outil dans le *Calgary Sun* la semaine dernière. En voici quelques passages clés.

Pour lancer l'affaire: «C'est un plaisir d'être avec vous aujourd'hui, chers concitoyens, plutôt que d'être: a) à Ottawa; b) en voyage d'affaires à Paris; c) en prison.»

Le candidat doit annoncer ce qu'il fera s'il l'emporte: «Si je suis élu, lorsque je serai votre représentant au Parlement, je m'engage à passer plus de temps: a) dans la communauté; b) à Ottawa; c) sur une plage dans les Caraïbes.»

«Ici, dans ma circonscription, mon bureau sera ouvert pour vous servir: a) en tout temps; b) tous les deux jeudis entre 14h et 15h30.»

Tout candidat doit se commettre sur le fond, estime Lautens. Il faut donc lui suggérer quelques pistes.

«Dans notre société, les personnes défavorisées: a) ont plus que jamais besoin de notre aide; b) ont besoin d'un coup de pied au cul; c) doivent déménager en Ontario.»

À l'égard du «Canada central», tout candidat de l'Ouest doit se montrer très clair.

«Comme vous, chers concitoyens, a) je hais Toronto; b) je hais Ottawa; c) je hais Toronto et Ottawa.»

Après un tel brassage d'idées, il faut une conclusion. Voilà:

«Et c'est pourquoi je vous demande de voter pour moi et de m'envoyer à Ottawa, où je pourrai: a) faire de mon mieux; b) faire le moins de dommages possible; c) dormir comme il faut, parce que je le mérite bien.»

En terminant, permettez un petit accroc à la logique «ROCienne» de cette chronique puisque votre humble serviteur a une autre fixation ces temps-ci: j'ai nommé le glorieux débat sur les défusions. *The Gazette* commentait jeudi en éditorial ce que révélait *Le Devoir* mardi, soit qu'un *love-in* antidéfusionniste aurait lieu à Westmount la veille du référendum sur les défusions. *Love-in?* Eh oui, un débarquement dégoûtant d'amour, comme celui que les gens du ROC ont organisé à Montréal le 27 octobre 1995, trois jours avant le référendum sur la souveraineté. *The Gazette* dit que cet événement pourrait être un des plus intéressants de la campagne actuelle. Certes, l'impact sur le résultat dans Westmount risque sans doute d'être nul, qu'il y ait 2000 ou 50 000 participants. «Cela donnera une occasion aux gens des arrondissements d'Ahnstic et de Maisonneuve de visiter l'ancienne — et future — ville de Westmount. Ainsi, ils pourront voir si sa réputation d'anglo-élitisme est justifiée ou non. Qui sait? Ils pourront même retourner chez eux en comprenant mieux les raisons pour lesquelles les habitants de Westmount voteront pour le oui.» À ces derniers, le journal propose d'accueillir les visiteurs politiques les bras ouverts, avec des kiosques artisanaux de petits gâteaux et de limonade. Puisque, après le 20 juin, peu importe ce qui arrivera, «nous serons encore tous des voisins», conclut *The Gazette*, de touchante façon on en conviendra.

Le Devoir

## IDÉES

Deuxième Guerre mondiale

## Le journaliste Marcel Ouimet débarque en Normandie

AIMÉ-JULES BIZIMANA

Docteur en médias et la guerre, et chargé de cours au département des communications de l'Université de Québec à Montréal

**6** juin 1944. Le plus grand débarquement de l'histoire est mis en branle par les armées alliées contre les forces d'Adolf Hitler et les puissances de l'Axe. Accrédité à la couverture du débarquement, Marcel Ouimet, journaliste canadien-français de Radio-Canada, accompagnait les troupes canadiennes faisant partie de l'armée alliée qui largua les amarres sur les côtes françaises, en Normandie.

Les guerres contemporaines (en l'occurrence l'Irak) ne sont pas les seules à attirer un nombre impressionnant de journalistes. De 1939 à 1945, près de 1600 correspondants de guerre ont couvert les opérations militaires sur divers champs de bataille de l'Europe à l'Asie en passant par l'Afrique du Nord. Événement crucial pendant la Deuxième Guerre mondiale, le débarquement de Normandie a convié des centaines de journalistes pour rapporter l'opération Overlord sous le commandement du général américain Dwight Eisenhower.

Neuf correspondants étaient accrédités auprès de l'armée canadienne. Parmi eux, Marcel Ouimet, de Radio-Canada. Correspondant bilingue, il alimentait les rédactions française et anglaise respectivement à Radio-Canada et à CBC. Ouimet était arrivé au front en juin 1943 en compagnie de deux autres confrères francophones, Paul Barette et Benoît Lafleur.

## La campagne de l'Italie

Avant de couvrir les opérations en Normandie, Marcel Ouimet s'était illustré par ses excellents reportages de la campagne de l'Italie. En novembre 1943, c'est en plein cœur de l'action que Ouimet avait rapporté la bataille de San Marco. Son reportage percutant avait alors été repris notamment par la radio britannique BBC dans *War Report*, une émission phare sur la guerre.

Le 25 décembre de la même année, au son du cantique *Adeste fideles*, Marcel Ouimet rapportait ceci: «Pour la première fois de la guerre, des soldats canadiens passent Noël sur la ligne de feu. Un Noël dans la boue et à la pluie battante, avec l'espoir de faire leur part pour redonner la paix la plus complète dans le monde.» La campagne de l'Italie s'est conclue par la prise de Rome le 5 juin 1944, soit un jour avant le grand débarquement de Normandie.

## La Normandie

Le jour J, Marcel Ouimet est arrivé sur les plages de Normandie peu après les premières vagues d'assaut. Il a débarqué à Bernières-sur-Mer en compagnie de Ralph Allen, correspondant du quotidien *The Globe and Mail*. Sur les ondes de Radio-Canada, le reportage de Marcel Ouimet mettait en exergue la valeur d'un débarquement symbolique pour le contingent canadien-français: «La Normandie, cette Normandie, que l'on veut toujours revoir, comme le dit la chanson, après tout, c'est un peu chez nous. D'autant plus chez nous aujourd'hui que certains de nos soldats y dorment leur dernier sommeil, sous ce sol riche que leurs ancêtres ont quitté pour aller fonder la Nouvelle-France.»

À l'instar d'autres journalistes, les correspondants



Sur la plage «Nan White», la 9<sup>e</sup> brigade d'infanterie canadienne débarque de la péniche de débarquement 299 de la Marine royale canadienne au jour J, à Bernières-sur-Mer.

francophones relaïent d'une manière générale les événements de la Deuxième Guerre mondiale et surtout les faits de leurs compatriotes au sein de l'armée canadienne. Marcel Ouimet était là afin de rapporter pour le public canadien et québécois (alors canadien-français) une guerre que les Alliés devaient remporter en vue de stopper le rouleau compresseur nazi.

## Contrôle étroit

Le commandant suprême allié, l'Américain Dwight Eisenhower, était favorable à la présence de correspondants pour couvrir le débarquement. Eisenhower avait lui-même qualifié les correspondants de guerre de «quasi-officiers d'état-major». Cependant, les correspondants de guerre faisaient l'objet d'un contrôle étroit de la part des belligérants. Les censeurs de l'armée devaient s'assurer que les nouvelles du front contribuaient également à l'effort de guerre.

Pour les autorités politiques et militaires, le contrôle de l'information est une dimension importante de la conduite de la guerre. Quand Marcel Ouimet a débarqué à Bernières-sur-Mer, il était bien sûr sous la surveillance d'un officier accompagnateur qui devait lire ses reportages avant publication et épier ses déplacements. Ces officiers accompagnateurs chargés d'observer les faits et gestes de la presse sur le terrain relevaient de la section des relations publiques de l'armée canadienne et du commandement allié. Seul le ministère de la Défense nationale était habilité à accréditer les journalistes canadiens, lesquels étaient obligés de respecter des règles précises, notamment celle de soumettre leurs textes à la censure. Dans l'ar-

mée canadienne, les correspondants de guerre avaient le statut d'officier avec rang de capitaine.

## Sur la route de la libération

Après le débarquement sur les côtes normandes, Marcel Ouimet a suivi la progression des troupes alliées en France et rapporté le recul allemand dans l'Hexagone face à l'avancée alliée. Dans ses nombreux reportages, le journaliste allait raconter entre autres la célébration de la Saint-Jean-Baptiste par les unités canadiennes-françaises le 24 juin et la libération de plusieurs villes.

Le 9 juillet 1944, Ouimet et son collègue Matthew Halton, de la CBC, accompagnaient les troupes canadiennes et britanniques qui investissaient la ville de Caen. À partir de Caen, désormais libre, Ouimet rapportait l'accueil reconnaissant des Caennais aux forces alliées au chant de *La Marseillaise*.

Près de trois mois après avoir foulé le sol normand, c'est aux premières loges, dans une jeep d'un convoi de la 2<sup>e</sup> Division blindée du général Leclerc, que Marcel Ouimet entraînait dans Paris libéré, objectif ultime de la campagne de France. De la Normandie à Paris, Ouimet avait raconté l'histoire des libérateurs qui allaient délivrer la France, sous le joug hitlérien depuis juin 1940.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Marcel Ouimet a réalisé un travail remarquable de la stature du grand journalisme de guerre. Correspondant de guerre méconnu, ses reportages français lors du débarquement de Normandie ont pourtant valeur de patrimoine. Mort en 1985 à l'âge de 70 ans, Marcel Ouimet n'a toujours pas la place qui lui revient au panthéon des grands noms du journalisme d'ici.



Gil Courtemanche

## La pizza d'Air Canada

**A**u cours de la dernière année, j'ai probablement passé une dizaine de journées entières assis à bord d'un avion ou debout dans une interminable file d'attente pour retirer ma carte d'embarquement. Voyager en avion est de plus en plus une activité fastidieuse, épuisante et parfois désagréable. Les avions sont archibondés, les surréservations étant maintenant monnaie courante. Voyager aux États-Unis est un véritable parcours du combattant, surtout quand votre passeport affiche des visas exotiques comme ceux du Mali, du Rwanda, du Brésil ou de l'Algérie. Questions suspicieuses, regards méfiants, fouilles disgracieuses, les aéroports sont en état de siège. La situation n'est pas vraiment différente au Canada, où on a décidé d'imiter les Américains pour leur faire plaisir.

À bord de ses avions, le Canada, pour ses vols intérieurs, a aussi décidé de se mettre à l'heure de la bêtise américaine. Biscuit comme petit-déjeuner, arachides pour déjeuner, hamburger à 12 \$ et bière à 5 \$. Sandwich minable d'Air Canada sur un vol vers Vancouver qui vous coûtera plus cher qu'un vol vers Paris. Voyager en avion au Canada est devenu une désolation et un supplice.

Heureusement, lorsque je vais en Europe, j'utilise toujours les services d'Air France, une compagnie qui, pour faire face à la concurrence, a décidé de faire mieux plutôt que d'en faire moins. Air France est aujourd'hui une des rares compagnies aériennes qui déclarent régulièrement des profits d'exploitation.

C'est donc avec appréhension que j'ai appris que l'ambassade canadienne qui couvrirait les coûts de mon déplacement pour participer à un festival littéraire en France n'avait pu trouver de place que sur Air Canada. Pour voyager sur Air France, qui a trois vols quotidiens sur Paris, on doit réserver des semaines à l'avance. Pas sur Air Canada: il y a toujours des sièges libres. Je sais maintenant pourquoi.

Dès l'enregistrement à Dorval, j'ai senti que ce vol serait une catastrophe. Seulement deux préposés à l'enregistrement. Deux préposés pour 280 passagers. Temps d'attente dans la file? Une bonne heure. Normalement, sur Air France, quelques comptoirs plus loin, on attend une dizaine de minutes. Les deux compagnies utilisent le même type d'appareil, un Airbus 330, sur cette liaison. Tous les sièges des Airbus de la compagnie française sont dotés d'un écran de télévision individuel qui donne accès à des films différents, à des documentaires, à des jeux vidéo et à une information continue sur la marche du vol. Chez Air Canada, c'est un service qui n'est offert qu'en classe affaires ou en première.

Il y a quelques années, pour faire face à la crise dans le transport aérien, la compagnie française a fait le choix d'augmenter la qualité de ses prestations et de son accueil, qui fut longtemps froid et distant. Air Canada, pour sa part, a décidé de faire des économies de bouts de chandelles en réduisant à leur plus simple expression le confort et la qualité. Air Canada, qui fut longtemps (avant la privatisation) une compagnie de qualité, est maintenant une sorte de Wal-Mart du voyage aérien. Au début du voyage, quand j'ai appris que je devais déboursier 5 \$ si je voulais un whisky en apéro, j'ai eu la curiosité de vérifier le prix de mon billet: 2680 \$. Bien sûr, même avec un billet à 900 \$, les apéros et les digestifs sont gracieusement offerts sur Air France, et deux fois plutôt qu'une. Au menu d'Air Canada: carottes râpées et salade iceberg, lasagne insipide; pour dessert, une sorte de biscuit dans un emballage d'aluminium. Je ne vous parle pas de la collation au retour, une pizza McCain dans une boîte de carton. Tout le fromage de la pizza était collé au couvercle de la boîte. Devant ma surprise indignée, une jeune hôtesse de l'air m'a répondu: «Il faut vous habituer, c'est comme ça qu'on mange en Amérique.» Non, mademoiselle, seulement dans la compagnie à l'américaine que dirige l'Américain Robert Milton, qui est en train de mener notre transport aérien national directement à la faillite en traitant ses passagers comme du bétail.

Le pilote nous a annoncé qu'on pouvait voir sur notre droite, à quelques kilomètres, les lumières du vol Air France qui avait quitté Dorval quelques minutes avant nous. Veinards! Je me suis alors souvenu de mon dernier vol avec la compagnie rivale. Coût du billet: 1200 \$. Foie de canard, turbot à l'estragon, camembert, salade variée, clafoutis aux cerises, choix de quatre vins différents et, bien sûr, alcools à volonté.

Il y a une dizaine d'années, le personnel était fier de travailler pour Air Canada. Maintenant, les employés répondent aux critiques l'air résigné. Ils supplient les passagers de se plaindre à Robert Milton. En effet, comme me l'a dit une des préposées de cabine: «Nous savons bien que vous avez raison. On rapporte les réclamations constantes des passagers depuis des années, mais ça tombe dans l'oreille d'un sourd.»

Il n'est pas normal que le transporteur national soit en position de faiblesse sur le marché Montréal-Paris par rapport à une compagnie étrangère. Cela n'est pas attribuable à un problème de capitalisation, à la hausse du coût du carburant ou aux difficultés intrinsèques du transport aérien mondial: cela est dû à une entreprise sans vision et sans imagination. Chose certaine, M. Milton, vous avez peut-être épargné une vingtaine de dollars avec moi lors de ce voyage, mais vous avez perdu ma clientèle à tout jamais.

## Thomas Mulcair, les minicentrales, la rivière Trois-Pistoles et la démocratie

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Écrivain

**L**e samedi 29 mai dernier, Thomas Mulcair, ministre de l'Environnement, faisant allusion au projet de harnachement de la rivière Trois-Pistoles, déclarait: «Personnellement, je trouve très important ce que disent les groupes qui s'opposent au harnachement des rivières, mais il faut aussi être prudent. C'est une chose de venir de temps en temps dénoncer des projets et de retourner ensuite dans son loft du Plateau Mont-Royal, mais pour les gens qui habitent ces régions-là, qui doivent tirer un revenu et qui voient les jeunes quitter, les choses sont souvent différentes.»

Dans sa déclaration, le ministre feint d'ignorer que l'opposition aux minicentrales hydroélectriques est d'abord venue du milieu même où on voulait en implanter, de citoyens qui ont à cœur le développement durable de leur coin de pays. Non seulement son propos est injurieux pour eux, il est aussi insultant pour tous ces autres Québécois qui participent au débat et dont la grande majorité habite bien évidemment ailleurs que sur le Plateau Mont-Royal.

Si ce n'était pas le cas, le gouvernement péquiste n'aurait pas trouvé utile d'instituer un moratoire en attendant que se tiennent les audiences de la Commission parlementaire sur l'avenir énergétique du Québec. En faisant semblant de ne pas le savoir, Thomas Mulcair fausse toute la donne du problème que posent les minicentrales, particulièrement à Trois-Pistoles et dans la municipalité régionale de comté (MRC) des Basques.

Au cours de la campagne électorale de 2003, Bernard Landry a stoppé tous les projets de minicentrales, y compris celui de la rivière Trois-Pistoles, dont les promoteurs étaient la municipalité Notre-Dame-des-Neiges et Grade Trois-Pistoles, qui appartient au lobbyiste Jean-Marc Carpentier. Comme dédommagement, Carpentier a obtenu 3,6 millions du gouvernement et la municipalité Notre-Dame-des-Neiges a touché 300 000 \$ qui devaient servir à la création d'un parc récréotouristique.

Quand on alerte Thomas Mulcair et le gouvernement québécois sur les dangers que court la démocratie municipale, que nous répondent-ils? Rien.

Le résultat des élections québécoises à peine connu, les promoteurs sont aussitôt revenus à la charge et ont relancé le projet. Entre-temps, le maire de Notre-Dame-des-Neiges, André Leblond, était devenu le préfet de la MRC des Basques et Jean-Marc Carpentier s'était fait nommer administrateur de la Commission de l'efficacité énergétique du ministère des Ressources naturelles.

Un autre lobbyiste, Serge Proulx celui-là, faisant officiellement affaire à Sherbrooke (comme par hasard), s'est acquitté avec André Leblond et Jean-Marc Carpentier pour mener le projet à bien, évidemment dans les coulisses, puisque la population de la MRC des Basques n'a été informée qu'une fois les dés jetés.

À cause de la fogue de la population, le préfet des Basques a décidé par lui-même d'aller en référendum, lequel se tiendra d'ailleurs le 13 juin prochain avec la bénédiction du gouvernement de Jean Charest. Malheureusement, ce référendum-là ne répond pas aux exigences de la loi qui régit un tel exercice puisque le préfet des Basques en contrôle exclusivement les tenants et les aboutissants, faisant comme il lui plaît, au détriment de ce que doit être la démocratie.

La nouvelle loi sur les préfets de comté, qui en fait de véritables seigneurs à l'imputabilité plus que douteuse, est une aberration et nous ramène 50 ans en arrière, quand quelques notables de paroisse y faisaient la pluie et le beau temps au détriment du citoyen laissé pour compte. Pour ne donner qu'un exemple, sachez que la nomination des membres devant siéger au conseil d'administration des centres locaux de développement relève désormais du préfet de comté et que la norme d'une représentation minimale de cinq citoyens audit conseil a été abolie. Un préfet peu porté sur la démocratie peut donc se passer du citoyen... en toute légalité!

Ce qui se passe actuellement dans les Basques montre bien les effets pervers de la nouvelle loi qui régit les préfets de comté. Quand on alerte Thomas Mulcair et le gouvernement québécois sur les dangers que court la démocratie municipale, que nous répondent-ils? Rien. Ils s'en lavent les mains, particulièrement quand il s'agit du référendum du 13 juin prochain. À quoi servent les lois si le gouvernement refuse de voir à leur application?

Le projet de la minicentrale de la rivière Trois-Pistoles ne concerne pas que la MRC des Basques. Il interpelle tous les citoyens du Québec, qu'on semble vouloir écarter de plus en plus de l'administration de la chose publique, au profit de quelques individus qui risquent de nous faire monter dans un train dont le déraillement serait catastrophique pour un développement harmonieux des collectivités rurales.

Dans cet esprit, le gouvernement québécois ne devrait pas permettre qu'un référendum se tienne dans d'aussi mauvaises conditions démocratiques. Comme citoyen de la municipalité Notre-Dame-des-Neiges, je serais humilié que ce qui se passe chez moi devienne, par indifférence et négligence, une règle qui priverait les citoyens des MRC du Québec de toute véritable participation aux affaires de leur communauté.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (pupitre éditorial, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (rectrices); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Durrissac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commun). La documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlene Côté, Slavica Bogdanov, Veronique Gérard, Christiane Legault, Apolline Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Schab (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Nathalie Zernack, Michel Berrache, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Leduc, Coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

# SOCIÉTÉ

Les oubliés du jour J

## La guerre en noir et blanc

905 000 Noirs ont combattu dans les rangs de l'armée américaine entre 1941 et 1945. Parmi eux, Jon Hendricks, jazzman de renom. À 82 ans, il se souvient de la ségrégation régnant à l'époque au sein des unités « US ».

BENOÎT HOPQUIN

À peine débarqués sur la plage d'Utah Beach (Manche), ce 18 juin 1944, vers 7h, Jon Hendricks et ses compagnons ont commencé une longue marche forcée à travers le bocage normand. Le soir, trop fatigués pour monter les tentes, ils ont jeté leur paquetage et se sont endormis à même le sol. Au petit matin, transis, ils ont trouvé une ferme et frappé à la porte. Au bout d'un moment, des ombres se sont agitées derrière les rideaux, la porte s'est entrouverte. « Qu'est-ce que c'est ? », a demandé une voix d'homme. « Américains », a répondu le soldat Jon Hendricks.

Le paysan a ouvert. Il a esquissé un mouvement de recul en découvrant ces gaillards noirs, puis leur a serré chaleureusement la main et les a invités à prendre un ersatz de café. Il a ensuite adopté un air mystérieux. « Venez avec moi ! » Il a alors conduit son petit monde dans l'étable et s'est mis à creuser. La pelle n'a pas tardé à révéler une caisse, remplie de bouteilles de

calvados. « Je les avais enterrées car je ne voulais pas qu'elles tombent aux mains des Allemands », a expliqué le Normand en faisant sauter le bouchon. Longtemps après, les Américains ont refait mouvement, les yeux brillants. « Cet accueil m'a ému », se souvient Jon Hendricks. Je me disais : « Vive la France ! » Je crois que c'est à cet instant que ce pays a pris une place particulière dans mon cœur.

Cette absence de préjugés a été un choc culturel pour Jon Hendricks, âgé de 22 ans à l'époque, futur jazzman de renom. Dans sa jeunesse, et plus encore depuis son enrôlement, en 1942, l'enfant de Toledo (Ohio) avait vécu la discrimination raciale au quotidien. Elle perdurait dans l'armée, malgré le Selective Service Act, passé en septembre 1940, qui était pourtant censé l'abolir. Les bonnes intentions affichées par le président Franklin Delano Roosevelt avaient bien du mal à bousculer le conservatisme de l'état-major. L'histoire du conscrit Hendricks en est la preuve.

### « Battez-vous entre vous ! »

En 1942, il est d'abord envoyé en formation à Camp Shelby (Mississippi), au fin fond du Sud ségrégationniste, puis à Camp Rucker, en Alabama, région hantée par le Ku Klux Klan. Chaque fois, les Noirs sont parqués à part, dans des baraques de deuxième catégorie. Dirigés par des officiers blancs, ils subissent des vexations. « Toute leur vie, ces gens avaient été élevés dans le sentiment de leur supériorité », raconte Jon Hendricks. Alors, il leur fallait

nous rabaisser pour la justifier. Ils devaient nous déshumaniser, nous dénier une âme.

Jon Hendricks commence une grève de protestation quand son supérieur lui interdit sans raison de se joindre au groupe de jazz de la base. Le priver de cette passion s'apparente, pour lui, à une torture : depuis l'âge de sept ans, il vit en effet pour la musique. Sa détermination contraint finalement les gradés à le laisser entrer dans le groupe. Pas pour longtemps : deux semaines plus tard, la compagnie reçoit l'ordre d'embarquer vers l'Europe. La recrue Hendricks s'exécute sans enthousiasme. Ce conflit est-il vraiment le sien ? « Je combattais aux souffrances de ces pauvres gens, notamment des juifs, je n'aimais pas Hitler, confie-t-il. Mais nous, les Afro-Américains, souffrions également du racisme, de l'intolérance. Alors, je ne voyais pas bien notre place dans cette guerre. Je me disais : « Battez-vous entre vous ! ». Le jazzman se trouve pourtant bel et bien entraîné dans l'aventure. 905 000 Noirs américains seront envoyés sur le théâtre des opérations, de 1941 à 1945.

À la mi-juin 1944, Jon Hendricks arrive en Normandie, dans la fameuse ferme. Les Noirs sont alors cantonnés par l'état-major aux activités de service et de manutention ou aux travaux de génie. De très sérieuses études, menées en 1925, ne démontrent-elles pas que les gens de couleur sont « physiquement incapables au combat » ? Leur cerveau est, paraît-il, « trop léger », et ils sont « incapables » de contrôler leurs émotions. Pour toutes ces raisons, ils n'ont été qu'une poignée à participer au débarquement du 6 juin, et encore, dans les dernières vagues chargées de transporter le matériel.

Selon Gail Buckley, écrivain américain ayant travaillé sur ce sujet, il faudra attendre la fin de la guerre, et notamment la bataille des Ardennes (1945), pour que des troupes noires montent en première ligne. Le 761<sup>e</sup> bataillon de chars, baptisé les Black Panthers, s'y illustra particulièrement. Les statistiques montrent bien comment les Noirs américains ont conquis, peu à peu, leur place au sein de l'armée de leur pays : en 1941, seuls cinq officiers noirs étaient recensés ; en 1945, ils sont 7000.

Fort de son bon dossier scolaire, le soldat Hendricks bénéficie lui aussi d'une promotion en 1944 : nommé chef de l'intendance, il suit, avec les stocks de vivres et de carburant, l'avancée des chars de Patton et des divisions d'infanterie, en France et en Belgique. À Epernay (Marne), au début de 1945, la question des relations entre Noirs et Blancs se pose une nouvelle fois. Les soldats de sa compagnie ont en effet rencontré des prisonniers italiens travaillant dans les vignobles. Par leur entremise, ils ont sympathisé avec des jeunes filles du cru. Or cette promiscuité est contraire



Un hommage aux vétérans afro-américains de l'US Army, en 2003.

JEFF KOWALSKY

au règlement, qui interdit aux soldats noirs des relations sexuelles avec les femmes blanches. Les rumeurs de viols perpétrés par des hommes de couleur courent déjà dans les rangs et ajoutent à la suspicion raciale. Au total, une centaine de cas seront jugés en France, de façon souvent expéditive, par des tribunaux militaires américains.

À Epernay, les membres de la police militaire interviennent pour faire cesser ces rapprochements considérés comme étant contre-nature. « Ils ont commencé à nous menacer de leurs armes », affirme Jon Hendricks. Je suis allé voir mon supérieur pour demander à ce que nous ayons le moyen de nous défendre. Il a refusé en expliquant que nous n'avions pas à le faire, que nous n'avions aucun droit de tirer sur des Américains blancs.

Le jeune homme se rebelle. Avec cinq compagnons, il s'enfuit à bord de deux camions servant au transport des carburants. « Je n'avais pas l'impression de voler ni de déserter », explique-t-il. Je n'avais aucun sentiment de culpabilité. J'avais l'impression que mon action était légitimée par les injustices que j'avais vécues. Je ne voulais plus entendre parler de l'armée américaine.

Le petit groupe parvient à Besançon, où il s'installe dans un hôtel. C'est le début d'une année rocambolesque. Les soldats en rupture de bon vendent le carburant au marché noir. Puis, avec des complicités, ils établissent de faux ordres de réquisition au nom de l'armée américaine pour alimenter leur trafic. Jon Hendricks espère ainsi amasser assez d'argent pour se réfugier en Suisse, laisser passer un peu de temps et peut-être revenir en France, ce pays dont il apprécie tant la langue et « la joie de vivre ».

Mais les bons à payer s'accumulent sur le bureau du trésorier de l'US Army et finissent par attirer l'attention. Un matin, Jon Hendricks est réveillé par le froid d'un pistolet braqué sur son front. La police militaire l'emmène à Reims avec ses compagnons. Il doit passer devant une cour martiale. Son premier avocat, guère motivé et, selon lui, « raciste », ne donne pas cher de sa peau. Mais il reçoit le soutien d'un second défenseur, un juif du Bronx, qui plaide et obtient les circonstances atténuantes. Condamné à trois ans de travaux forcés, Hendricks le frondeur purge les premiers mois de sa peine à Marseille.

« Les seuls jours de repos étaient ceux des pendaisons ou des pelotons d'exécution », assure-t-il. Les statistiques de l'époque, reprises par les historiens du Mémorial de Caen, démontrent que 80% des condamnés étaient des Noirs alors que ceux-ci formaient moins d'un quart des effectifs.

Jon Hendricks finit de purger sa peine en Allemagne, à Bremerhaven. Un an plus tard, il bénéficie d'un régime de semi-liberté mais ne cesse pas pour autant de mener la vie dure à ses supérieurs, qui lui refusent un mariage avec une Allemande. En 1946, il est finalement embarqué, menottes aux poignets, vers les États-Unis. « OK, je reviens dans ce pays. Mais il n'est plus question que je me laisse faire. Je vivrai désormais selon les principes défendus par la Constitution », promet-il.

Profitant d'une bourse d'études allouée aux vétérans, Jon Hendricks entame une formation en droit à l'université de Toledo. Il se met aussi à militer pour les droits des Noirs. En parallèle, il fréquente de nouveau les clubs de jazz de la ville. C'est là qu'il rencontre Charlie Parker, qui l'incite à venir tenter sa chance à New York.

Le jeune homme hésite. Ses études progressent et lui permettent, deux ans et demi plus tard, de poser sa candidature à un poste dans l'administration judiciaire. Mais il doit affronter une « cabale » de la bourgeoisie blanche locale qui le contraint à retirer sa candidature. Ulcéré, il tente de partir vers le Canada, avec sa femme d'origine irlandaise, mais, faute de moyens, il doit se rabattre sur New York, où le couple s'installe dans un modeste hôtel. Jon retrouve Charlie Parker, qui l'introduit auprès des plus prestigieux jazzmans de l'après-guerre, dont Thelonious Monk.

Cette carrière n'empêche pas le travail de militant. En cette fin des années 50, le chanteur rencontre Martin Luther King. Lors d'un concert à Austin, avec Count Basie, il conditionne sa venue à une clause de contrat stipulant qu'il n'y aura pas de séparation dans la salle entre Blancs et Noirs. Cette demande provoque l'émotion avant d'être acceptée. La ségrégation raciale sera interdite en 1964.

Dans les années 60, alors que sa carrière prend une dimension internationale, Jon Hendricks revient chanter en France, notamment à Antibes-Juan-les-Pins, avec Count Basie. « En arrivant à l'aéroport de Marignane, j'ai retrouvé exactement le ciel que je voyais de ma cellule, en prison. Je me suis alors mis à pleurer », confie-t-il.

Depuis, le chanteur a multiplié les séjours en France. Le 6 juin, il se produira à Hérouville-Saint-Clair (Calvados) dans le cadre des cérémonies de commémoration du débarquement et, le 9, au Duc des Lombards, à Paris. Il n'a gardé aucun souvenir, aucune photo de son premier séjour en Normandie, il y a 60 ans. Sa seule médaille est celle de citoyen d'honneur de la ville de Coutances, distinction reçue en 1994. Mais à 82 ans, le jazzman reste persuadé que sa vie a basculé, un jour de 1944, devant un verre de calvados.

Le Monde

### DIRECTEUR RÉGIONAL - GALERIES ET PATRIMOINE - EST DU CANADA

**RÔLE :** Assurer le maintien des services destinés au public à la Galerie Hbc et la mise en œuvre des programmes du service du Patrimoine. Le directeur régional - Galeries et Patrimoine doit fournir aux groupes scolaires, aux touristes et au grand public de l'information générale sur les expositions de la Galerie Hbc. Il a aussi pour rôle de contribuer à l'élaboration de programmes de nature générale ou spécifique relatifs au patrimoine, et de superviser la mise en œuvre de ceux-ci, notamment en embauchant au besoin des associés pour l'appuyer dans cette tâche. Le directeur régional - Galeries et Patrimoine sert d'agent de liaison pour l'Est du Canada dans le cadre du Programme sur le patrimoine Hbc; à ce titre, il est la personne que les magasins Hbc du Québec et de l'Est du Canada doivent consulter en matière d'histoire.

**LES RESPONSABILITÉS DU DIRECTEUR RÉGIONAL - GALERIES ET PATRIMOINE INCLUENT :**

- Fournir des conseils et guider le personnel, notamment en matière de planification et d'exécution des activités de diffusion externe de la Galerie.
- Élaborer et mettre en œuvre de nouveaux événements s'appuyant sur l'histoire de Hbc, et s'assurer que les événements spéciaux, activités et conférences soient de très grande qualité et suscitent l'intérêt de la clientèle.
- Assurer la liaison avec les organismes touristiques, les musées et les écoles de la localité, afin de mettre en valeur l'héritage de Hbc et de publier les programmes offerts par la Galerie. Utiliser en outre ces relations comme tremplin pour les initiatives d'ordre touristique de Hbc faisant la promotion de la Compagnie en tant que « marchands du Canada depuis 1670 ».
- Identifier des sources potentielles de revenu provenant de détaillants indépendants et du développement de produits à caractère patrimonial.

- QUALITÉS EXIGÉES :**
1. Excellente maîtrise du français et connaissance de l'anglais.
  2. Excellentes aptitudes à la communication orale et écrite.
  3. Sens de l'initiative et capacité à mener rondement les projets jusqu'à leur terme.
  4. Capacité de travailler en équipe afin de terminer les projets dans les délais prévus.
  5. Intérêt marqué pour l'histoire du Québec et du Canada.
  6. Personnalité ouverte et dynamique.
  7. Expérience dans la conception et l'animation de séances d'information destinées à des élèves de niveau primaire.

**LIEU DE TRAVAIL :** MONTRÉAL. Poste à pourvoir immédiatement.  
Envoyer son curriculum vitae avant le 16 juin 2004 à : Kristin Coulombe, par courriel : kristin.coulombe@hbc.com, ou par fax : 416-861-4180

### CONCOURS : DIRECTEUR / DIRECTRICE SERVICES AUX ÉLÈVES

Situé à Longueuil, le collège Notre-Dame-de-Lourdes est un établissement d'enseignement privé mixte de l'ordre secondaire qui accueillera environ 870 élèves en août 2004.

Le collège offre le Programme d'éducation internationale et le programme régulier du ministère de l'Éducation du Québec. Notre établissement est actuellement à la recherche d'un directeur ou d'une directrice des services à l'élève.

**SOMMAIRE DES FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS**  
Sous l'autorité de la directrice générale, le directeur ou la directrice des services aux élèves est responsable de la gestion, de l'animation et du développement des services aux élèves. Il ou elle doit assurer la gestion du personnel sous sa juridiction. Ses principales fonctions consistent à organiser les services et les activités et à superviser les pratiques qui relèvent de son service.

**LE PROFIL**

- Posséder une vision claire de l'encadrement et du développement des services aux élèves du collège;
- Posséder une bonne connaissance du Programme d'éducation internationale et des principes du nouveau programme de formation de l'école québécoise;
- Posséder une grande capacité de travailler en équipe et d'animer un groupe d'enseignants;
- Exercer un leadership rassembleur, dynamique et innovateur;
- Démontrer une aptitude et un goût à œuvrer sur le terrain avec le personnel et les élèves;
- Posséder une grande capacité d'écoute et d'intervention en résolution de conflits;
- Démontrer une grande disponibilité;
- Maîtriser le français écrit et parlé.

**LES EXIGENCES**

- Détenir un brevet d'enseignement et diplôme de 1<sup>er</sup> cycle dans une discipline appropriée, des études entreprises en gestion de l'éducation au 2<sup>e</sup> cycle serait un atout;
- Minimum de sept (7) années d'expérience en enseignement au secondaire;
- Toute expérience comme cadre serait un atout.

**RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES SOCIAUX**  
Selon la politique de rémunération en vigueur au collège.

**DATE D'ENTRÉE EN FONCTION**  
Le 9 août 2004

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae, avant 16 heures, le vendredi 11 juin, par courriel ou par courriel à l'adresse suivante : La direction générale, Collège Notre-Dame-de-Lourdes, 845 Chemin Tiffin, Longueuil (Qc) J4P 3G5 fleblanc@ndl.qc.ca

## CARRIÈRES ET PROFESSIONS

**Prevention**  
Fondation Lucie et André Chagnon  
« La Fondation Lucie et André Chagnon est un important organisme à but non lucratif qui contribue à l'amélioration de la santé globale des familles par la prévention de la maladie et de la pauvreté en agissant principalement et de façon précise auprès des enfants et de leurs parents ».

### L'ÉQUIPE « PETITE ENFANCE », FAISANT PARTIE DE LA DIRECTION DÉVELOPPEMENT DE L'ENFANT ET DES COMMUNAUTÉS EST À LA RECHERCHE D'UN : GESTIONNAIRE DE PROJET

Sous la supervision du chef de l'équipe Petite enfance, vous aurez à sélectionner les projets communautaires selon le processus établi, accompagner et assurer le suivi des projets communautaires et de démonstration, intégrer les projets à l'action et mettre en place et coordonner un processus d'appels d'offres de projets de démonstration.

**PROFIL ET EXIGENCES DU POSTE :**  
Diplôme universitaire de premier ou deuxième cycle en intervention directe auprès des enfants et des parents : en sciences humaines ou de la santé.

Vous présentez une feuille de route d'un minimum d'expérience de travail de 10 ans dans le domaine de la petite enfance et de la jeunesse (0 -18 ans) en intervention directe et gestion de projets.

Vous possédez une excellente maîtrise du français et l'anglais (parlé et écrit).

Une solide connaissance des logiciels de la suite Office (Word, Excel, Powerpoint) et outils de recherche sur internet est essentielle pour occuper ce poste.

Une expérience de travail dans le réseau de la santé et des services sociaux ou milieu communautaire, avoir participé à des programmes inscrits à des évaluations qualitatives et posséder une expérience du service conseil auprès d'organismes œuvrant dans le secteur d'intervention de la petite enfance seront des atouts définitifs.

Faites parvenir votre curriculum vitae à :

Fondation Lucie et André Chagnon  
Service des ressources humaines  
2001 avenue McGill College, Bureau 1000  
Montréal, Québec H3A 1G1  
Télé : 514-380-8434  
Courriel : bazired@fondationchagnon.org  
Visitez notre site internet : www.fondationchagnon.org

Nous vous remercions de l'intérêt porté à ce projet. Malheureusement, nous ne pouvons contacter tous les candidats. Seuls ceux retenus pour une entrevue seront contactés.

## Arts et sciences

La Faculté des arts et des sciences sollicite des candidatures pour :

- un poste de professeure au rang d'adjointe ou jeune agrégée, au Département de physique pour le programme APU du CRSNG dans les domaines suivants : Plasmas, nanomatériaux, biomatériaux.
- un poste de professeure ou professeur au rang d'adjoint, à l'École de relations industrielles dans le domaine de la gestion des ressources humaines et en administration des affaires.

**Date d'entrée en fonction**  
Variable selon les postes.

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cette annonce s'adresse en priorité aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. L'Université souscrit à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes et au principe d'équité en matière d'emploi.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter notre site web : [www.fas.umontreal.ca](http://www.fas.umontreal.ca)

Université de Montréal